

0755 003

solidarité guatemala

30 F

Revue trimestrielle d'information et d'analyse sur le Guatemala



Parole d'Esquipulas
et dialogues nationaux

Alain Finkelkraut
ou la défaite d'une culture

DES FRANÇAIS TEMOIGNENT

SOMMAIRE

Editorial

p. 3

Identiés

p. 5

Après l'euphorie d'Esquipulas II

Que sera Esquipulas III ?

p. 6

« Une occasion historique »

p. 13

Appel pour la paix

en Amérique centrale

p. 16

Dossier

Des Français témoignent

Présentation

p. 18

Les marchands d'événements

*Radioscopie de l'information
au Guatemala*

p. 20

J'ai visité un hameau stratégique

Le développement à marche forcée

p. 24

Peronia Ciudad : la grande illusion

*La mise à profits
d'une crise du logement*

p. 28

Les uns disparus, les autres isolés

Cerezo joue la montre

p. 30

Etre enfant au Guatemala

*Les jeunes générations
dans l'après-répression*

p. 34

*Démocraties nationales
et communication internationale*

*CERIGUA défend
une information alternative*

p. 38

Du droit à l'éducation

*Tenterait-on,
de contrôler l'enseignement ?*

p. 42

Désigné par l'ONU

*Un expert des droits de l'homme
pour le Guatemala*

p. 45

L'URNG durcit ses critiques

*Après deux années de
gouvernement démocrate-chrétien*

p. 47

La stratégie de l'action sociale

*mise en œuvre par l'armée
au Guatemala*

p. 50

Littératures de l'Amérique latine

Le retour des monstres

p. 52

« La Défaite de la pensée »

Ou la défaite d'une culture

p. 56



Les accords de paix ne renverraient-ils qu'une image déformée de l'Amérique centrale ?

Les uns ne voient qu'un Etat nicaraguayen assiégé et complètement isolé face à l'agression militaire et au blocus économique des Etats-Unis. Les accords d'Esquipulas, par les exigences impossibles à satisfaire dans un contexte de guerre ouverte au Nicaragua, s'avèrent complémentaires à la stratégie d'étouffement nord-américaine.

Les autres ne veulent y voir qu'une révolution sandiniste au caractère totalitaire, tête de pont soviétique sur le continent. Les accords d'Esquipulas, ce que confirme l'engagement du gouvernement nicaraguayen dans leur application, portent fondamentalement préjudice aux intérêts nord-américains et doivent donc être condamnés.

Sans les renvoyer dos à dos, ces deux interprétations ont l'inconvénient de réduire les conflits centro-américains actuels au seul Nicaragua. Ainsi, la paix, cette « démarche pour l'établissement d'une paix solide et durable », semble n'apporter que des droits aux quatre pays dits démocratiques face au Nicaragua qui, bien que beaucoup plus avancé concrètement dans son application, a encore tous les devoirs. Fondées sur

une vision réduite à une partie d'échecs régionale, ces deux interprétations aboutissent à oublier les premiers concernés par la paix que sont les populations d'Amérique centrale.

Or, à ce sujet, aucun doute n'est permis. L'unanimité avec laquelle elles ont, au travers de leurs expressions démocratiques, affirmé leur appui et leur demande de participation au règlement des conflits pour « la promotion de la justice sociale et le respect des droits de l'homme » le démontre amplement. Vu ainsi, le pouvoir nicaraguayen n'est peut-être pas plus malin que les autres mais seulement plus proche, plus à même d'écouter et de débattre avec ses populations.

Ce qui est loin d'être le cas au Honduras, au Salvador comme au Guatemala qui se refusent à entamer tout dialogue que ce soit avec les organisations populaires, les défenseurs des droits de l'homme ou les opposants politiques. Au contraire, dans ces trois pays, la répression s'est accentuée ces derniers mois comme le symbolise l'assassinat du président de la Commission des droits de l'homme du Salvador, Herbert Anaya, au mois de décembre 1987.

Ainsi la période qui s'est ouverte avec la signature du Plan de paix amène, d'une part, à questionner la légitimité populaire de ces trois gouvernements élus et, d'autre part, pose comme nécessaire la prise en compte des problèmes régionaux. La Commission des droits de l'homme en Amérique centrale (CODEHUCA), des organisations syndicales centro-américaines récemment réunies à Tegucigalpa en ont mesuré toute l'importance, notamment dans la perspective de la création d'un Parlement centro-américain. Leur message est clair : la démocratisation ne se décrète pas, elle se négocie.

Outre les publications émanant des organisations guatémaltèques, nous utilisons comme principales sources d'information les agences de presse suivantes : CERIGUA, Enfoprensa, Inforpress Centro-America et ACEN-SIAG.



I D E N T I T É S

Guatemala vient de « Quauhtemallan » qui signifie « Terre des arbres » en Nahuatl. La langue officielle est le castillan ; il existe également 22 langues indiennes.

Superficie : 108 899 km².

Population : 7,5 millions d'habitants.

- ◇ 61 % dans les zones rurales.
- ◇ 39 % dans les zones urbaines.
- ◇ 60 % sont Indiens.

Santé : L'espérance de vie est de 59 ans à la ville et 41 ans à la campagne.

- ◇ Seulement 40 % des jeunes Guatémaltèques atteignent l'âge adulte.
- ◇ La mortalité infantile est de 87‰.
- ◇ 700 000 personnes souffrent de malnutrition.
- ◇ 1 médecin pour 4 000 habitants.

Analphabétisme :

- ◇ 63 % d'analphabètes pour la population totale.
- ◇ 91 % pour les populations indiennes.

Economie :

- ◇ Essentiellement agro-exporta-

trice : café, coton, banane, sucre, viande.

- ◇ Production de subsistance : maïs et haricots noirs.
- ◇ Industrie peu développée : principalement de transformation, textile et produits alimentaires.
- ◇ Principal client : les Etats-Unis.
- ◇ 75 % des entreprises dépendent du capital étranger.
- ◇ Un tiers de la population active est au chômage.
- ◇ Distribution des terres : 2,1 % des propriétaires possèdent 72 % des terres, dont 5 % seulement cultivés ; 91,4 % en possèdent 21,9 %.

Répression :

- ◇ 83 000 morts depuis le coup d'Etat de 1954, dont 14 000 durant les 18 mois de gouvernement de Rios Montt.
- ◇ Environ 100 000 réfugiés au Mexique.
- ◇ Un million de réfugiés internes.
- ◇ Environ 40 000 détenus-disparus.
- ◇ 900 000 enrôlés de force dans les Patrouilles d'autodéfense civile.
- ◇ Un nombre inconnu de personnes embrigadés dans les Pôles de développement.

APRÈS L'EUPHORIE

D'ESQUIPULAS II

Que sera Esquipulas III ?

ESQUIPULAS

L'accord d'Esquipulas II aura cinq mois samedi prochain. Applaudissement général, prix Nobel de la paix au président Arias consacraient aussitôt cet accord. Et il y avait de quoi applaudir.

Marie DUFLO*

Par quel miracle Napoleon Duarte et Jose Azcona ont-ils signé, alors que le premier devait deux mois plus tard rompre le protocole pour baisser la bannière étoilée, et que le second n'est que le président mal élu d'un pays devenu terrain de manoeuvres des troupes US et des contras ? Eux-mêmes d'ailleurs semblent encore surpris par leur audace comme le fut R. Reagan.

Toujours est-il qu'après avoir agi efficacement pour que s'enlise le plan de Contadora, les alliés centro-américains des Etats-Unis s'engageaient avec le Nicaragua à suivre une voie analogue à celle que suggérait Contadora et selon des modalités bien plus contraignantes : un calendrier précis, une ingérence dans les affaires intérieures de chacun, une

régle de simultanéité selon laquelle chacun peut entraîner son voisin, une vérification internationale. On a déjà beaucoup disserté sur les raisons des applaudissements à Esquipulas : l'Amérique centrale rejoignait enfin l'aspiration croissante des Latino-Américains à alléger l'hégémonie du grand frère du nord et à dégager leurs luttes sociales du manichéisme Est-Ouest ; tous prenaient conscience de la spirale dangereuse dans laquelle les entraîne la stratégie de R. Reagan ; tous reconnaissaient enfin la légitimité du gouvernement sandiniste.

Les 15 et 16 janvier dernier, les cinq présidents se réunissaient à nouveau à Alajuela au Costa Rica. Napoleon Duarte et Jose Azcona y arrivaient en grands inquisiteurs

contre le Nicaragua : était-ce le résultat d'une récente tournée dite « d'orientation » de Colin Powell du Conseil de sécurité nationale US et de Elliott Abrams, sous-secrétaire d'Etat chargé de l'Amérique latine ? Ou le prix de la livraison en décembre à l'armée hondurienne de deux bombardiers F5 dont elle rêvait depuis longtemps ? Les présidents entendaient alors le rapport de la Commission internationale de vérification et de suivi (CIVS) — ONU, OEA, Contadora, groupe d'appui. Ce rapport a tellement déplu que la CIVS était aussitôt licenciée, les Centro-Américains préférant pour la suite rester entre eux. Puisque ce rapport n'est pas public, il reste à en imaginer les grandes lignes sur les deux axes principaux : réconciliation nationale et démocratie, fin de la violence.

RECONCILIATION ET DEMOCRATIE

Côté face, des mesures conformes aux exigences de l'accord et qui modifient le panorama politique sans doute plus que ne le prévoient les signataires.

— Partout, des commissions nationales de réconciliation : la pionnière, celle du Nicaragua, par laquelle le gouvernement sandiniste a pris le risque de donner un rôle-clé au cardinal Obando y Bravo peu suspect de sympathie à son égard ; les autres au profil plus bas, soit parce ses membres n'ont pas le poids suffisant, soit parce que seule la droite y siège (Guatemala) ou que l'opposition s'en est retirée (Salvador), soit enfin parce qu'elles furent concédées comme de pures formalités (Costa Rica, Honduras).

— Dès octobre, les bases du futur Parlement centro-américain étaient jetées : un prix de consolation à son

initiateur en 1986, le président Vinicio Cerezo du Guatemala, qui aurait pu revendiquer une part de l'auréole de paix dont est paré Oscar Arias : élections en 1988.

— Partout, sauf au Costa Rica, des lois d'amnistie avec plusieurs volets. Des prisonniers politiques graciés : un millier au Nicaragua en novembre, quatre à cinq cents au Salvador, quelques dizaines de paysans honduriens inculpés de terrorisme pour avoir occupé des terres..., hélas aucun au Guatemala où il est difficile de ressusciter les trente-huit mille disparus. Amnistie individuelle aux insurgés qui déposeraient leurs armes : mesure qui n'a rencontré l'effet escompté dans aucun des trois pays concernés.

Amnistie globale et politiquement négociée avec un accord de cessez-le-feu et une réintégration à la vie nationale. C'est ce type d'accord qui se réalise petit à petit depuis 1985 sur la Côte Atlantique au Nicaragua, accord fortifié récemment par le statut d'autonomie de la Côte Atlantique et confirmé par le retour de Brooklyn Rivera. Des lois de ce type existent par ailleurs au Salvador et au Nicaragua mais attendent le cessez-le-feu pour entrer en vigueur.

— Des rencontres entre gouvernements et insurgés armés : deux rencontres entre le gouvernement salvadorien et le FDR-FMLN et une rencontre entre une délégation de bas niveau du gouvernement guatémaltèque et l'URNG : ces deux dialogues sont à nouveau paralysés mais ont marqué combien ils sont incontournables pour une solution durable. Dialogues aussi entre sandinistes et contras, deux rencontres indirectes à Saint-Domingue suivies le 28 janvier d'une réunion formelle directe à San Jose.

— Le retour de certains réfugiés : en octobre, 4 000 réfugiés du camp de Mesa Grande au Honduras rega-

gnaient le Salvador ; depuis que la tension s'est apaisée sur la Côte Atlantique, les 15 000 réfugiés mistikitos regagnent peu à peu le Nicaragua (800 par mois environ) ; les Guatémaltèques réfugiés au Honduras et au Mexique ainsi qu'une grande partie de Salvadoriens restent cependant méfiants...

Côté pile, au-delà de ces bons points plus ou moins formels, les progrès du dialogue et de la démocratie ne sont pas évidents chez les censeurs du Nicaragua :

— Le Honduras annulait, en novembre 1987, ses élections municipales : le maintien du monopole politique détenu par les deux dynastes que sont le parti libéral et le parti conservateur s'accommode mieux d'élections présidentielles que d'élections locales.

— Le dialogue engagé avec les forces sociales au Salvador n'a rien donné. Ailleurs, il ne fut même pas engagé ; au Guatemala, c'est plutôt vers l'entreprise privée, le CACIF, que le dialogue est centré. Les activités syndicales et paysannes sont poursuivies avec les mêmes méthodes arbitraires qu'auparavant.

— Il y a partout des partis politiques et/ou des syndicats de gauche interdits.

— Les structures politiques civiles ont sans doute toutes intérêt à la légitimité que leur confère le plan Arias, ce qui explique sans doute en partie le vote des présidents les plus faibles. Mais leur pouvoir est des plus relatifs à côté de l'armée, de l'oligarchie... ; en période électorale, la démocratie chrétienne salvadorienne elle-même est divisée et n'appuie plus guère son leader ; les luttes sociales n'ont pratiquement aucune expression dans les instances politiques.

— Les escadrons de la mort sont plus actifs que jamais : témoins, 550

assassinats politiques au Guatemala en 1987 dont 78 en décembre ; l'assassinat du président de la Commission des droits de l'homme du Salvador, Herbert Anaya ; trois victimes déjà au Honduras coupables d'aider la Cour internationale de justice qui instruit actuellement le cas du Honduras par leur témoignage ou leur appui.

— La loi d'amnistie risque d'être appliquée avec plus de zèle pour blanchir les exactions gouvernementales que pour libérer les opposants. Déjà, au Salvador, des prisonniers libérés ont été à nouveau capturés ; d'autres arrêtés, récemment, ne sont pas couverts par l'amnistie.

— Le retour des réfugiés est à double tranchant. Les Salvadoriens rapatriés en octobre ont été harcelés depuis. D'autres, ceux de Colomoncagua surtout, craignent un retour forcé.

— Le Costa Rica lui-même, malgré son image de démocratie exemplaire — en partie justifiée en comparaison avec la région —, n'échappe pas à la critique. A la faveur d'un antisandinisme violent, les groupes paramilitaires de plus en plus nombreux sont apparus depuis quelques années. Le prix Nobel à O. Arias a fortifié le coup d'arrêt réel qu'il a mis à l'appui aux contras à partir du Costa Rica et stoppé une forte montée de l'agressivité antisandiniste. Mais les secteurs de gauche, les syndicalistes des bananeraies... rappellent à juste titre que l'amnistie en devrait pas avoir d'exception dans la région. Et s'ils ne bénéficient plus de l'appui du gouvernement, les réseaux de l'extrême droite paramilitaire sont toujours une menace.

— Et au Nicaragua ? Aucun doute : depuis quelques mois, le paysage politique s'est bouleversé. Les sandinistes ont joué à fond la carte d'Esquipulas, celle de la réconciliation par la Commission natio-

nale de réconciliation ou les Commissions locales de réconciliation où ils laissent aux réseaux religieux un rôle prépondérant, celle du dialogue avec les partis politiques, celle de la

liberté en levant progressivement toutes les mesures d'exception — tribunaux populaires antisandinistes, liberté des médias... Le Vatican semble jouer le jeu *via* le cardinal et une

Les conversations de Madrid

Octobre 1987 restera certainement une date importante dans l'histoire du Guatemala. Pour la première fois, des délégués du gouvernement, accompagnés d'officiers subalternes, acceptent de rencontrer à Madrid des représentants de l'opposition armée afin d'entamer des négociations pour résoudre le conflit armé interne que vit depuis trente-quatre ans le Guatemala. Les citations qui suivent sont tirées d'un communiqué de la Représentation unitaire de l'opposition guatémaltèque (RUOG) — organisme travaillant auprès des Nations unies — émis à New York au lendemain des pourparlers, le 14 octobre 1987. Ces extraits permettent d'apprécier l'application concrète des accords d'Esquipulas II et l'engagement des parties concernées.

« Il fallut un long processus de négociations indirectes avant le 7 octobre. Ces conversations devaient tout d'abord avoir lieu en septembre mais furent reportées au dernier moment par le gouvernement. Une nouvelle série de négociations aboutit à un accord sur la date de la rencontre, sur un communiqué commun et la composition des délégations. Ce communiqué, que le gouvernement ne devait pas publier, donne le but de la rencontre et déclare que les deux parties s'engagent « à suspendre les actions militaires entre les forces rebelles et l'armée guatémaltèque sur tout le territoire, de ce jour (2 octobre) à 24 heures jusqu'à la fin des conversations ».

« Le 3 octobre, le ministre de la Défense guatémaltèque informe la presse que l'armée n'observerait pas le cessez-le-feu déclaré unilatéralement par les insurgés et qu'elle allait lancer une grande offensive contre les rebelles. Bien que les représentants du gouvernement aient finalement affirmé que le communiqué commun avait bien été reconnu par les deux parties, l'armée entama son opération militaire : lourds bombardements sur Amac-Chel (Quiché), Cuatro Pueblos (Ixcan) et les régions de Chicacao et Cocales (Solola et Suchitepequez) durant les pourparlers ; de graves violations des droits de l'homme eurent lieu également à l'encontre de la population civile.

« S'ajoutant à ces violations des accords, une publicité payée parut sous la responsabilité du gouvernement, appelant les insurgés à abandonner la lutte armée, à déposer les armes, à répondre à l'amnistie et à se joindre au processus politique. L'URNG a fait part de ses protestations, cette publicité violant les accords qui disaient : "A partir d'aujourd'hui, aucune des deux parties ne fera de déclarations jusqu'à la fin de cette première rencontre." Les conversations avaient commencé après que les représentants gouvernementaux eussent affirmé que la publicité n'avait pas été autorisée par le gouvernement. Une question se pose alors : qui l'a autorisée ? Là réside l'ambiguïté du gouvernement qui montre une certaine volonté d'appliquer les mesures découlant des accords d'Esquipulas II alors que les militaires torpillent toute solution politique. »

« Il apparaît clairement que lors de cette rencontre à Madrid du 7 au 9 octobre 1987, les deux parties montraient une approche différente. En effet, la délégation du gouvernement avait un profil bas, n'était pas autorisée à prendre des décisions pour le gouvernement et n'avait aucune autorité vis-à-vis de l'armée alors que, pour sa part, l'URNG déléguait un des trois commandants en chef des forces révolutionnaires et deux membres importants de sa représentation internationale. »

« G. Ilom montra clairement les perspectives de ce dialogue : "Il y a des possibilités d'avancer à l'avenir à partir des conversations mais elles dépendront de l'approbation et de l'accord de l'armée. Le gouvernement ne peut prendre aucune décision indépendamment de l'armée qui est la force politique principale au Guatemala." Finalement, a-t-il indiqué, "Cette série de conversations montre la bonne volonté de l'URNG. Néanmoins, nous ne pouvons et ne devons pas déposer les armes avant que ne soient réunies les conditions nécessaires pour une solution politique et des garanties démocratiques totales." »

fraction du Parti social-chrétien (que soutient la démocratie chrétienne internationale) tout en travaillant activement pour gagner la future bataille politique. Il n'en va pas de même pour la plus grande partie de l'opposition politique. Paradoxalement, alors que l'espace politique s'élargit, elle semble plus négative que jamais. Même ceux qui au sein de l'Assemblée nationale ou de la Cour suprême de justice cohabitaient avec les sandinistes se laissent tenter par la lutte contre la légitimité des structures sandinistes donc par l'alliance avec la contra. A nouveau, les partis se divisent sur ce thème... Il n'est pas facile d'amplifier les institutions démocratiques avec de tels partenaires. Trois jours avant la rencontre d'Alajuela, un vaste forum réunissait à Guatemala les chefs de la contra et certains des principaux opposants civils ; on s'étonnait de la mise sous les verrous de ces participants à leur retour pendant quelques jours. On pourrait pourtant aussi s'étonner que, malgré tout, le Nicaragua soit encore celui qui relançait Esquipulas III le 16 janvier en acceptant la levée totale de l'état d'urgence et une rencontre directe avec la contra.

LE POINT SUR LES CONFLITS ARMES

Sur le plan des conflits armés, la Commission de vérification n'avait guère de bons points à distribuer. Il est certes classique, lorsque des négociations se pointent à l'horizon, de prétendre négocier en situation de force et tous les camps ont intensifié leurs actions. Au Guatemala, les actions de la guérilla se sont multipliées, tandis qu'en novembre l'armée recrutait 8 200 hommes et sollicitait davantage d'aide US. Au Salvador, 1987 a vu le FMLN opérer

sur tout le pays, mais les bombardements continuent et le pouvoir des faucons augmente à la tête de l'armée. Au Nicaragua, la contra est maintenant bien équipée grâce aux aides abondantes qu'elle reçoit ; elle s'est montrée très active fin 1987, en bénéficiant peut-être du cessez-le-feu unilatéral accordé en octobre par les sandinistes sur une partie du territoire.

Les signataires d'Esquipulas se sont engagés à cesser toute aide militaire aux groupes armés opérant chez leurs voisins. C'est bien sûr de l'aide aux contras qu'il s'agit puisque, malgré leurs affirmations, les ennemis du Nicaragua n'ont jamais pu donner la preuve d'une aide militaire significative au FMLN. Les réseaux de complicité avec la contra existent dans chacun des pays voisins du Nicaragua, des réunions de la contra s'y tiennent malgré l'émigration vers Miami de certaines de leurs structures... Mais le viol le plus flagrant de l'accord d'Esquipulas est celui du Honduras. « *Je n'ai pas les moyens de protéger le dos des sandinistes tout au long de leur frontière* », proteste le président Azcona. Il ne semble guère en avoir la volonté. Le Honduras a tenté de dissimuler ses contras ; certains ont été poussés vers le Nicaragua, d'autres vers la province d'Olancho (la base d'Aguateca) ou vers l'île de El Cisne. Lorsque la commission de vérification viendrait au Honduras, il serait ainsi possible de montrer une frontière démilitarisée ; avant la visite, on enterrait en hâte quelques avions honduriens endommagés lors de survols du Nicaragua, on dispersait hors des bases connues les contras... Et, pour plus de sûreté, on organisait finalement à Tegucigalpa un programme trop dense pour laisser le temps à une vérification *in situ*. Le 23 janvier, en abattant un avion venu appropi-



sionner les contras, l'armée sandiniste apportait la preuve qui manquait.

Mais le noyau dur de la violence est celui des Etats-Unis. R. Reagan n'a pas été sensible au charme d'Esquipulas, pas plus qu'il ne l'est aux implications logiques que devrait avoir en Amérique centrale le dialogue Est-Ouest sur le désarmement. Le 26 janvier, il demandait à nouveau au Congrès de voter trente-six millions de dollars d'aide aux contras ; une demande pour six mois, moins spectaculaire que les 270 millions de dollars pour dix-huit

mois prévus afin de ménager des congressistes de plus en plus critiques. « *Je ne suis pas venu à Washington pour présider à une comminisation de l'Amérique centrale* », rappelait-il tandis que George Shultz ajoutait contre toute évidence : « *Notre stratégie est couronnée de succès, elle a apporté de plus en plus de démocratie à la région.* » Le pouvoir de l'empire américain est encore capital. Le vote du 4 février, totalement contradictoire avec la voie d'Esquipulas s'il soutenait R. Reagan, peut tuer le processus d'Esquipulas, comme il peut lui donner un nouvel élan s'il est négatif. Un vote

négatif semble possible, l'administration US elle-même s'y prépare : ce ne serait alors pas le moindre acquis d'Esquipulas II que d'avoir convaincu une majorité du Congrès qu'un respect minimal des aspirations des Centro-Américains ne menace pas forcément la sécurité des Etats-Unis.

UN TERRAIN MINE

Pour conclure, le terrain d'Esquipulas sur lequel l'Amérique centrale avance est miné. Miné parce que la crise sociale est trop profonde, le pouvoir des escadrons de la mort ou des faucons trop implanté pour que dialogues formels et amnisties portent des fruits rapides. Miné parce que l'objectif prépondérant des pouvoirs environnant le Nicaragua comme de l'opposition antisandiniste reste le renversement de la révolution sandiniste par la voie la plus efficace, militaire ou politique. Miné pour le FMLN et l'URNG que la paix pourrait oublier. Miné parce que l'administration américaine garde, même en période électorale, de puissants moyens pour faire perdurer son hégémonie.

Mais l'Amérique centrale n'a le choix qu'entre ce terrain miné et une redoutable escalade de la violence et de la crise économique. Alors mieux vaut avancer sur ce terrain miné comme le font les sandinistes, comme le font les dirigeants salvadoriens du FDR en regagnant malgré les risques le Salvador pour y fonder une « convergence démocratique », comme le font toutes les forces sociales qui se prévalent d'Esquipulas pour revendiquer d'être entendues.

Bien évidemment, la communauté internationale doit contribuer au déminage du terrain. Lutte politique

contre l'aide aux contras et pour un vote négatif au Congrès le 4 février, bien sûr. Soutien économique, entre autres européen, à la reconstruction, à la solution au problème des réfugiés : ce sera l'ordre du jour d'une réunion la semaine prochaine entre Claude Cheysson et les ministres des Relations extérieures centro-américains réunis à Managua. Soutien aux mécanismes de contrôle du processus si les intéressés le demandent, notamment au Nicaragua comme Daniel Ortega en faisait il y a quelques jours la demande en Espagne. Vigilance internationale sur la réalité bien sombre du respect des droits de l'homme au Salvador et au Guatemala, sur laquelle la Commission des droits de l'homme de l'ONU doit continuer à se pencher. Lutte contre une naïveté béate qui idéaliserait le processus de paix et affaiblirait la solidarité.

Forum pour la paix
en Amérique centrale
30 janvier 1988

** Les titres et intertitres sont de la rédaction.*

**Pas une minute
à perdre**

**Je m'abonne à
Peuples en marche**

**Peuples en marche, 10, rue
Lanterne, 69001 Lyon.
☎ 78 29 67 99**

« UNE OCCASION HISTORIQUE »

(F. Mitterrand)

Les passages cités ci-après sont tirés de « Perspectives de paix en Amérique centrale », document élaboré par le Service Amérique latine de Radio-France internationale (octobre 1987). Après l'introduction de la radio, nous citons exclusivement les déclarations des responsables politiques internationaux sur Esquipulas.

ESQUIPULAS

Radio France internationale*

Après huit ans de guerre sans répit, la paix semble enfin possible en Amérique centrale. Pour la première fois depuis le début du conflit, l'espoir se profile ; les cinq principaux dirigeants de la région ont signé un accord de paix : Esquipulas II.

La France fut le premier pays à affirmer que la compréhension du problème de l'Amérique centrale ne répond pas uniquement à la logique de l'affrontement Est-Ouest, mais surtout à celle de la confrontation Nord-Sud.

Afin de recenser les obstacles qui subsistent néanmoins, Radio-France internationale a voulu dresser l'état des lieux, et cerner les possibilités tangibles de solution négociée dans la zone. Avec ce document, qui met

face à face les principaux acteurs de la crise, le Service Amérique latine de Radio-France internationale fête son cinquième anniversaire en contribuant à la recherche d'un dialogue de paix pour la région, le continent et le monde.

□ Opinion de François Mitterrand sur le plan d'Esquipulas II : « Pour la première fois, une méthode a été dégagée sur la base de principes que la France a toujours défendus : négociation, dialogue entre les parties, respect de la souveraineté de chacun – non ingérence, en somme –, refus du recours à la force. Il appartient aux intéressés désormais de tout faire pour ne pas gâcher cette occasion historique. »

□ Porte-parole du Premier Département pour l'Amérique latine du ministère soviétique des Affaires étrangères : « *Le gouvernement soviétique a émis une déclaration de soutien total des accords du Guatemala. Il déclare sa volonté politique de les respecter, c'est-à-dire de ne rien faire à leur encontre, et de faciliter leur application.* »

□ Javier Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies : « *Je pense qu'avec cet accord signé par les cinq présidents d'Amérique centrale, un processus qui ne peut que conduire à la solution définitive du problème de la zone est en marche. C'est un effort qui bénéficie de toute la force que lui confère une négociation qui a eu lieu entre les parties immédiatement concernées par le problème. L'assemblée générale des Nations unies a adopté à l'unanimité une résolution qui soutient totalement les accords du Guatemala et, ainsi, la communauté internationale tout entière appuie l'effort des pays d'Amérique centrale.* »

□ Ronald Reagan, président des Etats-Unis : « *Bien que les accords constituent un pas dans la bonne direction, ils ne peuvent satisfaire les préoccupations des Etats-Unis sur la sécurité dans la région : la présence soviéto-cubaine accrue, dont le but est d'établir une tête de pont soviétique en territoire américain ; la croissance déstabilisatrice des forces armées sandinistes du Nicaragua, qui menacent les démocraties voisines.* »

□ Ricardo Alarcon, vice-ministre cubain des Affaires étrangères : « *Certains parlent même de la [l'aide nord-américaine] soumettre à certaines conditions, de la limiter à une aide qualifiée d'"humanitaire". Il y a un type d'aide qui est proscrit par les accords du Guatemala. Il s'agit de la livraison de vêtements, d'aliments, de*

bottes, de casques, de médicaments, et de tous les ustensiles qui permettent de poursuivre les combats par la suite, après avoir reçu des munitions et de l'armement. Ce type d'aide est explicitement condamné par les accords de paix. »

□ Jorge Castaneda, ambassadeur du Mexique à Paris : « *A présent, il faut que les Etats-Unis aident effectivement, et contribuent effectivement à l'effort de ces cinq pays. Certaines pratiques doivent cesser ; en l'occurrence l'aide indirecte ou déguisée que l'on apporte aux contras. Si l'on décide de les aider, les accords d'Esquipulas II sont sans issue. Il en est ainsi.* »

□ Joao Baena Suarez, secrétaire général de l'Organisation des Etats américains : « *Nous savons que nous vivons dans un monde sur lequel règnent deux superpuissances, deux super-Etats et que, bien entendu, tout ce qui se passe au sein du système international dérive de cette réalité. En Amérique centrale, les problèmes ne sont pas aussi simples qu'ils en ont l'air. Je pense que la situation provient de complexes recoupements. Historiquement, certaines raisons conduisent à la situation actuelle : problèmes économiques et sociaux profonds. A mon sens, le conflit auquel est confrontée l'Amérique centrale ne répond pas uniquement à des difficultés politiques. C'est un problème beaucoup plus profond. Les difficultés économiques, les retards et les faibles perspectives de développement économique et social — par manque de stabilité — expliquent également les tensions. Pour ces raisons, il convient de remédier au conflit Nord-Sud que la situation conflictuelle d'Amérique centrale ne cesse d'accentuer.* »

□ Raul Alfonsin, président argen-

tin : « Très souvent, la démocratie a touché nos continents après des périodes d'autoritarisme, de concentration des revenus et de pénuries populaires : la démocratie devait pouvoir abolir cette situation. Mais lorsque, sans autre préoccupation, l'on a répondu à cette demande, l'on a seulement distribué des illusions, et l'économie en banqueroute a rapidement étranglé la liberté. D'autres fois, peut être pour éviter le danger précédent, l'on a voulu gouverner comme si les pays étaient dépeuplés, en ignorant et même réprimant les demandes populaires, au nom d'une rationalité économique abstraite. Des conditions d'illégitimité ont été créées. Elles ont isolé le pouvoir politique et mis fin à la démocratie. Ces deux histoires sont encore très présentes, non seulement dans l'esprit des hommes politiques mais, ce qui est plus important, dans celui des gens. »

□ Francisco Fernandez Ordonez, ministre espagnol des Affaires étrangères : « Ce problème ne concerne pas uniquement la CEE. Je pense que la communauté internationale tout

entière doit apporter son aide à la région. Il serait souhaitable que les Etats-Unis comprennent qu'il faut avoir une attitude positive — think positive, comme l'on dit en anglais — par rapport aux formules d'accord, et non négative en aidant les groupes révolutionnaires. Penser positivement, c'est chercher des formules qui contribuent à résoudre les problèmes de la région entre tous, et c'est alors que nous pourrions obtenir une paix authentique dans cette région. Sinon, les problèmes des réfugiés, et les problèmes économiques peuvent rendre impossible ou difficile une démocratie stable. L'Espagne a suivi avec angoisse, préoccupation et une inquiétude fraternelle tout ce processus de très près. Alors, je crois que ceux d'entre nous qui avons soutenu qu'il ne s'agissait pas d'un conflit Est-Ouest mais d'un problème de marginalisation, de pauvreté, de désarroi — d'un conflit Nord-Sud si l'on veut, pour utiliser l'expression classique —, nous avons raison. »

* Les titres et intertitres sont de la rédaction.

PEUPLES

en marche

Une réflexion sur les vraies causes du sous-développement. Une analyse de l'expérience des groupes Tiers-monde : peut-on changer quelque chose là-bas si on ne change pas nos habitudes ici ?

REVUE MENSUELLE

APPEL POUR LA PAIX EN AMÉRIQUE CENTRALE

Cet appel est publié dans les principaux journaux du Costa-Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Salvador. Il est également remis aux ambassadeurs d'Amérique centrale à Paris ainsi qu'aux responsables de la politique étrangère française.

Les accords d'Esquipulas II, signés en août 1987, par les présidents des gouvernements centre-américains laissent entrevoir pour la première fois depuis longtemps la perspective d'une paix durable en Amérique centrale.

Paix entre ses différents peuples, paix de chaque peuple avec lui-même. D'importants gestes en faveur de la paix ont déjà été accomplis. A plusieurs reprises, des représentants des Etats et des organisations de l'opposition se sont rencontrés pour discuter des conditions d'une solution politique des conflits armés.

Le dialogue est incontournable sur le chemin de la paix. Nous vous demandons avec insistance de poursuivre dans cette voie.

Mais rien ne saurait cacher qu'aucun accord de paix juste et durable ne peut être envisagé sans que cessent définitivement les causes économiques, politiques et sociales qui ont engendré la violence.

La solution d'une grande partie de ces problèmes est de la responsabilité des Etats.

Nous lançons un appel solennel à tous les gouvernements de la région, ainsi qu'au gouvernement des Etats-Unis, pour qu'ils déploient tous leurs efforts pour le règlement de tout ce qui fait obstacle à une solution pacifique des conflits régionaux.

Au Guatemala et au Salvador :

◆ Pour qu'ils mettent fin aux violations des droits de l'homme (détentions arbitraires, disparitions, tortures et exécutions extra-judiciaires), qu'elles soient systématiques et dirigées par les gouvernements eux-mêmes ou individuelles et incontrôlées.

◆ Pour qu'ils enquêtent sur la manière dont ces atteintes aux droits de l'homme ont été planifiées et exécutées, afin de déterminer et de modifier les structures et les attitudes politiques qui ont permis que ces violations aient lieu sur une si grande échelle et pendant tant d'années, afin de traduire leurs auteurs en justice et d'empêcher qu'elles se renouvellent.

◆ Pour qu'ils respectent scrupuleusement le droit humanitaire de la guerre (Convention de Genève), tant en ce qui concerne les prisonniers de guerre que le sort des populations civiles non combattantes. Cela implique la dissolution des camps de regroupement forcé de la population civile, l'arrêt de la conscription militaire massive et forcée de la population masculine dans des milices paramilitaires et la dissolution de ces forces, l'arrêt des bombardements et de l'utilisation des produits toxiques (défoliants) dans les zones où opèrent les unités rebelles.

◆ Pour qu'ils poursuivent le dialogue avec les organisations de l'opposition armée, l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) et le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN).

Ce sont les bases minimales sans lesquelles aucun dialogue national capable de mettre fin à tant d'années de violence et de guerre n'est envisageable.

Au Honduras :

◆ Pour qu'il interdise, conformément aux accords d'Esquipulas II, l'utilisation de son territoire national comme plate-forme d'agression contre les pays

voisins. Cela implique le démantèlement des camps de la Contra et le retrait de la présence militaire de l'armée américaine dans ce pays.

Au Nicaragua :

◆ Pour qu'il poursuive dans la voie de l'application des accords d'Esquipulas II, dans laquelle il s'est engagé depuis août 1987 en ouvrant dès septembre un large dialogue avec l'opposition, en autorisant la réparation de *La Prensa* et d'autres moyens d'information, en appliquant des mesures d'amnistie et un cessez-le-feu unilatéral.

Aux Etats-Unis d'Amérique :

◆ Pour qu'ils respectent la volonté souveraine des Etats centre-américains manifestée avec éclat par la signature du Plan Arias qui exige l'arrêt de l'aide militaire aux forces de la Contra et la cessation de tous les actes hostiles, qu'ils soient publics ou secrets, destinés à déstabiliser le gouvernement du Nicaragua ou tout autre gouvernement de la région.

Action chrétienne pour l'abolition de la torture - Association Opération Esperanza - Association Savigny tiers monde - Avoir faim - Centre d'études anti-impérialistes - Chrétiens solidaires avec le Guatemala - CIMADE - Collectif Guatemala - Collectif de l'Union régionale CFDT de Basse-Normandie - Comité catholique contre la faim et pour le développement - Comité Nicaragua - Comité de jumelage Evry-Estail - Comité de solidarité avec le peuple d'El Salvador - Commission française Justice et paix - Confédération paysanne de Savoie - Fondation France liberté - Frères des hommes - Jeunesse ouvrière chrétienne - Les amis Servicio Paz y Justicia - Peuples solidaires - Terre des hommes

J.-M. ALEXANDRE, député Parti socialiste au Parlement européen - J.-F. ANEZO - D. ANGER, conseiller régional Basse-Normandie - A. ANTOINE, prêtre - G. ARNAUD, délégué national du Parti socialiste - D. ASEIN, psychologue - J.-P. BACHY, député Parti socialiste au Parlement européen - M. BARTH, président Solidarité Amérique centrale Oscar Romero - D. BEAUGE, secrétaire CFDT EDF-GDF de la Manche - M. BENASAYAG, psychanalyste - G. BENSALID, maître de conférences Paris I - Y. BERNARD - J. BESSE, députés Parti socialiste au Parlement européen - P. BOSSE-PLATIERE, Réseau solidarité - J. BOUCHAND, secrétaire départemental SGEN-CFDT - B. BOURDOURESQUE, prêtre - P. BRANA, secrétaire national aux libertés et aux droits de l'homme du Parti socialiste - D. CASALIS, présidente du Comité de solidarité avec le Nicaragua - B. CAVVIN, conseiller régional - P.-H. CHAMBERT DE LAUNWE, sociologue - G. CHARZAT, député Parti socialiste au Parlement européen - J. CHATAGNER, président de la Lettre - J. CHAVANNES, secrétaire du GAS - A. CHENAL, universitaire - E. CHEVILLARD, présidente du Comité Amérique latine du Nord-Cotentin - K. COIT, maître de conférence - S. COSNEFFROY, prêtre - COSTA-GAVRAS, cinéaste - F. COUTURIER - J.-B. CURIAL - A.-M. DABONAUX, professeur université de Caen - R. DAVEZIES - M. DEMICK, anthropologue - N. DEMICK, géographe - D. DESHOGUES, prêtre - M. DUFLO, responsable Amérique centrale et Caraïbes du Parti socialiste - F. DUFOUR, responsable Confédération Paysanne de la Manche - J. DUPOUY, secrétaire médicale - T. ESVAN, contrôleur PTT - L. EYRAUD, député Parti socialiste au Parlement européen - J. FAUCHEUX, maire de Fougères, conseiller régional - M. FAUCON, président du CRID - G. FENYO, secrétaire général de France-Amérique latine - C. FERRARI-LOPEZ, assistant parlementaire - G. FOURNIAL, chroniqueur - F. FOURNIER, directeur de la revue « Cultures et foi » - B. FREVAQUE, économiste - P. FRY - V. DE LA FUENTE, journaliste - Y. FUILLET, député Parti socialiste au Parlement européen - L. FUNA, musicien - C. GADIOLUX, député Parti socialiste au Parlement européen - C. GAGNARD ESPINOZA - J. GAILLOT, évêque d'Evreux - J. GARCIA, vice-président de la FIDH - A. GARCIA BORRAJO, représentant permanent devant le Conseil de l'Europe, vice-président de la Fédération internationale des droits de l'homme, président de la Ligue espagnole des droits de l'homme - F. GARDET, prêtre - F. GEZE, éditeur - M. GODELIER, anthropologue - J.-L. GORIAUX, médecin - M. GHEMETZ, responsable international du Parti communiste - M.-A. GRUNEWALD, agrégé d'histoire - P. GUIDONI, secrétaire national du Parti socialiste aux questions européennes et ancien ambassadeur de France en Espagne - F. GUILBERT - P. GUINE, conseillère régionale de Basse-Normandie - F. GUZCO - L. HEN - C. HOARAU, expert comptable - E. HUJCHET, cadre BTP - D. IMAN - M. JAMET, professeur - E. JOISEAU - J.-P. JOUANELLE, assistant parlementaire - F. JOUBERT, secrétaire régionale CFDT - G. JOURDAN, conseiller général - J.-J. KOURLIANDSKY - Y. LACOSTE, géographe - B. LAGOUTTE, vice-président - C. LAPOUGE, présidente des prudhommes d'Avranches - H. LECACHEUX, conseiller général - E. LECLUSE, curé doyen - D. LEFEBVRE, secrétaire général fédération CGT des Officiers de la marine marchande - J. LE GOFF, historien - G. LE NOANNIC, secrétaire national de la Fédération de l'éducation nationale, responsable droits et libertés - J. LEPARMENTIER, curé doyen - L. LE PENSEC, sec. international au Parti socialiste, député, ancien ministre - L. LESNE, receveur principal des impôts - A. LIPIETZ, économiste - L. LLACH, chanteur - R. LOMME - M. LOWY, directeur de recherches au CNRS - M. LUCE, docteur en théologie - L. MAIGRET, docteur en chimie dentaire - Ph. MARCHAND, député Parti socialiste - A.-M. MARLIERE - P. MARTIN - J.-P. MAULNY, assistant groupe sénatorial - J. MAZIERE, président Enfance et partage - L. MATARASSO, avocat à la Cour de Paris - C. MEILLASSOUX, anthropologue - J. MEJIA, chargé de cours à l'université Pierre et Marie Curie - E. MOATTI, comédienne - P. MONGE-NOT, conseiller général - R. MONTDARGENT, député du Val d'Oise, maire d'Argenteuil - M.-J. MOY, enseignante agricole - J. NATIEZ, député Parti socialiste Loire-Atlantique - J. NORMAND, président de l'Association internationale des juristes démocrates - L. OURRY, maire - R. PAC, journaliste - M. PAJON, enseignant Paris I - G. PERRAULT, maire - M. PERIGNIER, professeur universitaire - J. PIQUERY, artiste peintre - P. POUPINET, maire - A. QUEVAL - T. QUINTANAR, comédienne - T. RAGANOT, architecte - M.-L. RASINHEY, CNRS - F. RASLE, musicienne - Ph. REY, sociologue - E. RIVOLLIER, secrétaire - F. ROBERT, assesseur tribunal partiaire - H. ROBERT, consultante en entreprise - M.-D. RODAS - R. ROMANO, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales - A. ROSAT, association Inaremak - J. ROSOFF, ingénieur des Mines - C. ROULET, avocat - R. ROUQUETTE, conseiller régional, membre du comité central de la Ligue des droits de l'homme - A. RUELLAN, président de la CIMADE - H. SABA, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale - J. SAINTROT, maire de Poitiers - Y. SIMBRON, secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale - G. SOHM, vice-président international UNEF-ID - G. SORIA, maire d'Octeville - S. TASTET, éditeur - N. TERY, député Parti socialiste au Parlement européen - P. TEXIER, magistrat - A. TOURAINE, sociologue - J.-L. TRIAUD, universitaire - D. VAN EEUWEN, maître de conférences à l'Institut d'études politiques - Y. VAN EEUWEN, ingénieur d'étude, responsable du CREACC - H. VARIN, conseiller général - M.-C. VAYSSADE, député Parti socialiste au Parlement européen - E. VENTURINI, journaliste - P. VIANNA, écrivain - P. VIDAL-NAQUET, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

DES FRANÇAIS TÉMOIGNENT

PRÉSENTATION

Aller au Guatemala, observer, questionner, sentir, ressentir, témoigner, agir, écrire, une séquence vécue par nombre de personnes qui ont voulu aller sur place se rendre compte.

Le Guatemala a réintégré la communauté des nations. Il accepte donc de montrer les immenses plaies sociales et humaines encore ouvertes. Il rend ainsi possible un travail d'investigation capable de mieux qualifier et nourrir une solidarité active en Europe et plus particulièrement en France. Car la réalité guatémaltèque, elle, ne s'est bien entendu aucunement transformée du fait d'une nouvelle insertion internationale dérivée de son retour à la démocratie. La répression est toujours aussi omniprésente même si plus sélective, l'enrégimentement de la population civile aussi incontournable, la vie quotidienne aussi difficile.

La différence consiste en la possibilité retrouvée de demander justice même si celle-ci n'est jamais rendue, de retrouver une liberté d'expression et d'organisation sans lesquelles la démocratie même décrétée perdrait tout contenu. Un des indicateurs considérés comme

significatifs de la réalité démocratique d'un pays réside dans sa presse et au-delà du contrôle qu'exerce l'Etat sur les réseaux de communication. La réouverture de « La Prensa » et de Radio Catolica permise par le gouvernement sandiniste fin 1987 dans le cadre de l'application du Plan de paix n'a-t-elle pas été unanimement considérée comme un progrès considérable vers la démocratisation du régime ? La droite nicaraguayenne recouvrait ainsi ses moyens de communication de masse dans un contexte de guerre ouverte avec la première puissance militaire mondiale. Dans les autres pays, par contre, la situation apparaît toujours bloquée et l'information légale toujours monopolisée par les droites nationales.

Au Costa-Rica, malgré la force électorale du parti social-démocrate du président Arias, aucune presse de gauche à fort tirage n'existe, à l'instar du Honduras. Dans les deux cas, les milieux d'affaires et les milieux conservateurs sont dans une situation de quasi-monopole et soutiennent ouvertement la contra.

Au Salvador, c'est l'oligarchie qui contrôle la presse écrite, et seule Radio Venceremos donne aux Salvadoriens une information sur le conflit. Comme au Guatemala, toute information alternative a été muselée par la répression et l'autocensure. On rappellera à ce propos la fermeture par bombardements du quotidien « El Independiente ». Au Guatemala, le panorama est le même qu'au Salvador depuis la création de La Voz Popular par l'URNG.

Ainsi, à l'exception notable du Nicaragua, les armes ont constitué le seul moyen efficace de la liberté d'expression ; car dans les domaines de la radio comme de la télévision, la Voice of America et les séries nord-américaines couplées aux communiqués gouvernementaux complètent ce panorama de l'information en Amérique centrale.

Face à ce monopole tentaculaire, les organisations populaires, les militants ont créé des outils d'information alternatifs, essentiellement des agences de presse. Basées à l'extérieur, elles ont permis dans le cas de Siag-Press, CERIGUA et Enfoprensa, pour le Guatemala, de contourner le blocus intérieur imposé par l'armée durant les années de plomb (1982-1986). Parmi les agences de presse guatémaltèques citées, les choix ont été différents. Et, signe d'une certaine libéralisation, un nouvel hebdomadaire non directement issu du pouvoir a très récemment vu le jour (« La Epoca »). Par contre, Enfoprensa et CERIGUA et, soulignons-le, les publications de la CDHG restent de fait interdites dans le pays. Dans ce contexte, aller au Guatemala (et en Amérique centrale), c'est participer à l'ouverture internationale croissante de ce pays, mais c'est surtout contourner le blocus de l'information que subissent ses populations et qui permet aux militaires d'agir en toute impunité depuis déjà trente-quatre ans.

LES MARCHANDS D'ÉVÉNEMENTS

Radioscopie de l'information au Guatemala

Dans toute société, la liberté de communiquer, d'informer, d'être informé ne dépend pas uniquement de la volonté ponctuelle du pouvoir de censurer ou de permettre la circulation des faits et des idées. Un responsable de l'agence Inforpress Centroamericana, à travers la description des médias guatémaltèques, souligne le rôle des moyens de communication et comment leurs propriétaires s'approprient effectivement l'information.

Propos recueillis
par notre correspondant
Août 1987

DOSSIER

◆ *La presse quotidienne guatémaltèque se résume à quatre périodiques. Qui sont-ils, et quel rôle jouent-ils dans l'actuel processus de démocratisation ?*

Trois appartiennent à des groupes privés dont deux sont des journaux du matin, *La Prensa Libre* et *El Grafico*, et un du soir : *La Hora*. Le quatrième, le journal du gouvernement, *El Diario de Centro-America*, s'adresse en premier lieu aux officines publiques.

Née en 1951, au début du régime du président Arbenz, *La Prensa Libre* fut créée par un groupe de journalistes conservateurs du *Nuevo Diario* en désaccord avec la ligne de son gouvernement. Ce quotidien est aujourd'hui le plus diffusé mais également le plus commercial ; la publicité occupe au minimum 70 % de sa pagination : l'information s'insère dans l'espace disponible... Demeuré conservateur, il entretient des liens étroits avec les secteurs industriel et commercial, et l'ensemble de ses colonnes s'aligne sur le ton donné en éditorial, avec exceptionnellement l'expression à travers certaines rubriques d'une opinion libérale ou proche de la gauche.

L'autre périodique du matin, *El Grafico*, s'oppose clairement, parfois de manière très virulente, au gouvernement. Nul n'ignore que son propriétaire fut un farouche adversaire de V. Cerezo aux élections présidentielles de 1986. *El Grafico* est apparu comme hebdomadaire d'information générale en 1963, à partir d'un hebdomadaire sportif, avant de devenir quotidien. Lorsque, trois

ans plus tard, Cesar Montenegro fut président de la République et que commençai l'escalade, de nombreux journalistes de valeur y travaillant informaient de la violence exacerbée régnant. Ce journal sera alors le plus populaire. Mais, proche de la gauche, il deviendra un quotidien commercial, concurrent direct de *La Prensa Libre* à cette époque où existaient d'autres journaux du matin. De plus, son directeur et propriétaire se présentant aux élections présidentielles et créant un parti politique, son périodique se convertira en journal de campagne. V. Cerezo ayant été lu, il semble logique que *El Grafico* se convertisse en instrument d'opposition, souvent alarmiste, bien qu'il se soit assoupli ces derniers mois à travers la concertation gouvernement-CACIF.

Ces deux périodiques dépendent entièrement de la publicité, et donc du secteur privé. L'unique quotidien du soir, *La Hora*, fait quelques annonces publicitaires, plus institutionnelles que commerciales. Propriété familiale, il jouit d'une certaine indépendance, publiant opinions de droite comme de gauche et quelquefois des éditoriaux en opposition à de puissants intérêts. On peut estimer sa diffusion quotidienne entre cinquante et soixante-dix mille exemplaires. Il se distingue des deux quotidiens du matin, en ce sens qu'il prend ses sources aux mêmes agences de presse internationales mais publie les cables dans leur intégralité, ce qui facilite l'accès international. Ne dépendant pas de la publicité, il peut également passer des informations parfois occultées par les autres journaux. *La Hora* paraît depuis les années vingt et ne s'est interrompu que sous le régime du président Ubico, son directeur, ennemi personnel de ce dernier, devra s'exiler durant treize ans avant de revenir en 1944.

El Diario de Centro-America, quotidien officiel, se définit selon le régime au pouvoir. Tentant d'être plus accessible, il ne publie pas seulement les bulletins gouvernementaux et donne certaines informations nationales et internationales. Il reste pourtant cantonné au champ culturel et publie généralement des suppléments comme le font les autres journaux.

Il n'existe pas de grand moyen de presse à l'intérieur du pays car la quasi-totalité de l'activité se concentre sur la capitale, et les grands quotidiens parvinrent dans toutes les régions, même si c'est parfois avec un décalage de vingt-quatre heures. *La Nacion*, de 1970 à 1982, s'est essayée à un journalisme départemental, à travers un supplément traitant la région occidentale du pays : *La Nacion Occidental*. Mais ce journal a disparu, après l'assassinat de son propriétaire peu avant le coup d'Etat de 1982, époque durant laquelle de nombreux journalistes ont été tués. Il y a trois ans est née *La Palabra*, d'obédience protestante, qui voulait profiter de l'essor de cette religion au Guatemala ; mais ce fut un échec, faute de trouver une articulation entre un projet religieux et une politique commerciale. Un autre projet a avorté : de 1978 à 1980, *El Nuevo Diario* rassemblait quelques chefs d'entreprise désireux de créer un journal indépendant offrant une certaine liberté à son directeur et à sa politique éditoriale. Six mois après le premier numéro, le directeur était expulsé et, quelque temps plus tard, deux de ses journalistes étaient assassinés...

◆ En quoi consiste le traitement de l'information sur les chaînes de télévision ?

Trois journaux télévisés sont significatifs : « *Aqui El Mundo* » (canal 3), « *Siete Dias* » (canal 7) et « *Tele-Prensa* » (canal 11). Il en existe d'autres, énormément, mais de moindre importance.

DES FRANÇAIS TEMOIGNENT

« *Aqui El Mondo* » se définit comme néo-libéral en matière économique et partage les opinions de l'université Francisco Marvín qui propose au Guatemala une économie sociale de marché s'inspirant des thèses des « *Chicago Boys* ». Il défend généralement les positions les plus libérales en matière économique, ce qui n'est pas le cas de la majorité du secteur privé qui conçoit l'intervention étatique dans une certaine mesure et n'est pas partisane d'une liberté absolue dans la production. C'est le journal télévisé le plus apprécié, pas tant par ce qu'il représente que par sa modernité, même s'il lui arrive d'omettre certaines informations. Ainsi, par exemple, si se déroule au Nicaragua une importante manifestation en faveur du régime, l'information ne sera pas donnée ou partiellement ; par contre, si cette manifestation s'oppose au gouvernement sandiniste, la plus grande publicité lui sera donnée. Le directeur de « *Aqui El Mondo* » fut lui aussi candidat aux élections présidentielles pour la Centrale authentique nationale (CAN), parti lié à l'ex-président Carlos Arana. De la même manière que *El Grafico*, il maintint longtemps des positions radicales face à V. Cerezo puis, depuis quelques mois, a cessé cette opposition systématique pour s'intéresser à la concertation proposée par le nouveau président.

« *Tele-Prensa* » a moins d'influence mais a l'avantage d'être diffusé au Mexique et sur Miami. Sa section la plus importante, l'actualité internationale, est bien actualisée. Il organise également des entrevues et des forums avec des personnalités politiques, économiques et religieuses deux fois par semaine, forme d'information que le public recherche aujourd'hui. Il est par ailleurs énormément suivi car son canal couvre l'ensemble du pays : des gens le regardent car ils n'ont pas le choix...

Le plus récent, « *Siete Dias* », né il y a un peu plus d'une année, est financé par le gouvernement, bien qu'au début de l'année 1987, lors du remaniement dans les ministères et chez les fonctionnaires, il se soit détaché de son rôle pro-gouvernemental. De par ces liens, il se trouve progressiste, du moins concernant le Nicaragua ou Cuba sur lesquels il fournit davantage d'informations. Il comprend également une rubrique de reportages consacrée à la misère des bidonvilles, le chômage, la prostitution, des thèmes qui révèlent ce qu'est le Guatemala au-delà de la touristique Sixième Avenue...

◆ *Et concernant les radios...*

Il en existe une grande quantité. Rien que pour la capitale, elles doivent être une quarantaine, et autant pour le reste du pays. Le coin le plus reculé du Guatemala est à coup sûr couvert par une radio... Elles émettent à partir des villes locales ou bien se connectent avec des réseaux de la capitale. C'est sur le système de chaînes le plus fameux, Las Emisoras Unidas, diffusé en quinze points du pays, que l'on peut écouter le journal d'informations le plus important : « *Guatemala-Flash* ». C'est aussi le plus ancien, il date de 1947 ou 1948. D'opinion libérale, plus ou moins de gauche démocratique, sérieux, très analytique, assez informatif, très professionnel, il couvre l'ensemble du territoire. L'autre journal important radiodiffusé nationalement est « *El Independiente* », auquel participent des journalistes de gauche et même plus à gauche encore. Il n'existe pas par contre de journal de droite radiodiffusé à grande échelle ; ils sont en général libéraux ou plus ou moins à gauche. Il y a bien deux journaux d'information d'extrême droite mais ils n'ont aucune capacité de pénétration.

◆ *Peut-on considérer, après ce bref panorama des moyens existant, qu'une plus grande liberté est laissée actuellement à l'information ?*

On a pu effectivement assister à des changements sous le régime de Mejia Victores, dans la période précédant les élections. L'époque la plus difficile, où il y eut des cas de censure, fut sous Rios Montt, au moment de l'état de siège. Depuis les premières élections sous Mejia Victores et encore davantage depuis l'arrivée de V. Cerezo à la présidence, il est donné peu de limitations à l'information. Son champ est globalement plus ouvert et certaines dénonciations et accusations à l'encontre d'institutions, y compris l'armée, peuvent être clairement formulées. Et si un journaliste publie une information « exceptionnelle », ce n'est pas le gouvernement qui posera le plus de problème mais l'extrême droite, les groupes paramilitaires toujours présents dans ce pays.

Pour conclure, on peut se demander comment certains organismes et agences d'information ont-ils pu se maintenir durant ces années de répression intense. Nous donnions une information régionale qui n'avait rien d'exceptionnel, et nos analyses portaient de ces faits-là. Il est vrai que si nous avions été un instrument de dénonciation, nous n'aurions pu nous maintenir jusqu'à aujourd'hui. Nous croyons que si nous avons réussi à traverser ces années réellement difficiles, nous connaissons à l'heure actuelle une période plus tranquille. Nous vivons aujourd'hui une relative liberté, davantage que par le passé.

SOS-TORTURE

est le bulletin que publie régulièrement le Centre indépendant de liaison (CIL), centrale d'informations et de diffusion rapide d'informations relatives à la torture et autres traitements cruels, tels qu'exécutions sommaires, disparitions, internements psychiatriques à des fins politiques, etc. au service d'un réseau d'organisations non gouvernementales du monde entier.

Le CIL agit à quatre niveaux :

- en assurant une circulation rapide de l'information
 - en offrant une concertation de l'action
- en conseillant les organisations dans le cadre de la procédure internationale
- en apportant un secours d'urgence aux victimes et à ceux qui, sur place, cherchent à les aider.

CIL, 37-39, rue de Vermont, 1202 GENEVE

J'AI VISITÉ

UN HAMEAU STRATÉGIQUE

Le développement à marche forcée

« Chacaj, le village modèle vous souhaite la bienvenue. » C'est ce que l'on peut lire sur une pancarte à l'entrée du hameau. Malgré cet accueil, il n'est pas si facile de se rendre à Chacaj. Il faut en effet emprunter une route de montagne, la Panaméricaine, depuis Huehuetenango puis parcourir les quarante kilomètres de piste menant à Nenton, petit village d'un millier d'habitants, et enfin les vingt kilomètres de chemin défoncé qui débouchent sur une vaste plaine encaissée. Au milieu, Chacaj, le hameau stratégique. A quelques kilomètres au nord, le Mexique.

DOSSIER

E. D.*

Médecins sans frontière (MSF) a un poste de santé à Nenton. C'est en partie grâce à eux que nous avons appris l'existence de Chacaj et par leur intermédiaire qu'un infirmier guatémalteque du centre de santé accepte de nous conduire jusqu'au hameau stratégique. Les militaires qui occupent la garnison proche du centre de santé nous regardent partir sans commentaire. Les consignes sont très strictes : les étrangers, et surtout les Européens, sont les bienvenus au Guatemala. Le gouvernement vient tout juste de lancer la campagne « Donnez aux touristes l'envie de revenir au Guatemala ».

Sur le chemin, l'infirmier nous annonce que le village modèle n'est plus militarisé. En effet, à l'entrée de Chacaj, c'est un civil qui occupe la guérite du poste de contrôle et lève la barrière d'accès sans problème. Depuis que les militaires ont quitté le village, il semble que la discipline se soit un peu relâchée.

ORDRE ET SURVEILLANCE

De par sa situation géographique, Chacaj illustre bien ce qu'est un pôle stratégique. Construit sur un lieu dont l'accès est très facilement contrôlable grâce aux collines environnantes, on ne peut l'approcher à moins de cinq kilomètres sans être remarqué ni, vu qu'il est gardé, en sortir sans éveiller l'attention. Les cabanes chapeautées de tôles métalliques qui servent d'habita-



Le hameau stratégique de Chacaj : vue des baraques alignées. Loin de l'habitat dispersé traditionnel des Indiens...

tion aux habitants s'alignent impeccablement, tels les baraquements d'une caserne militaire. Cette disposition permet de contrôler rapidement un quelconque mouvement à l'intérieur du village mais contraste évidemment avec l'habitat dispersé qu'adoptent naturellement les Indiens. S'inspirant de l'exemple des hameaux stratégiques mis en place par les Etats-Unis lors de la guerre du Vietnam pour isoler le Vietcong des populations, ce style de villages possède toutes les caractéristiques de cette stratégie vis-à-vis des mouvements d'opposition armés guatémaltèques¹.

Grâce à l'infirmier indien qui nous accompagne, le chef de la patrouille civile nous autorise à visiter les lieux. Il se convertira même en guide pour nous montrer l'une des richesses de ce village, la mission chinoise. Chacaj est, pourrait-on dire, privilégié en comparaison des autres pôles de développement, car une mission de Taïwan, la Chine nationaliste, a apporté et apporte encore son aide. Les seules installations en pierre sont d'ailleurs celles de cette mission. Nous constatons au cours de la visite la présence de deux tracteurs de type Ford, de nombreux outils mécaniques, des graines et des engrais. Quel type de cultures développent-ils ? Essentiellement du riz, quelques légumes ; le maïs et les haricots, les deux aliments traditionnels des Indiens, sont fournis, parcimonieusement, par les autorités.

L'ENROLEMENT EST OBLIGATOIRE

Sur ce qui ressemble à la place du village, quelques habitants sont assis passivement, notre présence ne semblant pas les préoccuper outre mesure. Tous sont de type indien mais ils ne portent plus les vêtements traditionnels. D'où viennent-ils ? Pour la plupart, des villages situés dans les zones d'affrontement entre l'armée et la guérilla. Tous ont subi la répression sanglante des années 1882-1983. Le général Rios Montt était alors au pouvoir et des troupes comme les tristement célèbres Kaïbiles² n'hésitaient pas à raser un hameau, un village pour supprimer tout soutien à l'opposition armée. Ce qui fut d'ailleurs le cas de l'ancien village indien, Chacaj, qui se trouvait à proximité du village modèle que nous traversons, rebaptisé de fait Nuevo Chacaj. Beaucoup d'Indiens ont alors fui vers le Mexique³, d'autres ont été rassemblés par l'armée dans ces hameaux stratégiques.

DES FRANÇAIS TEMOIGNENT

Un jeune garçon de quinze ans membre de la patrouille civile locale nous indique que les militaires étaient alors dans le village pour assurer leur protection et surtout leur formation au sein de ces milices paysannes. Aujourd'hui, les paysans assurent eux-mêmes la surveillance du village : tous les hommes de plus de quinze ans doivent donner une journée par semaine pour monter la garde. Ils ne sont évidemment pas rémunérés. Lorsqu'on leur demande contre qui se protègent-ils, la réponse est quasi unanime : « *Contre les subversifs.* » La formation donnée par les militaires a été efficace. Cette stratégie est à triple effet car non seulement endoctrinés, ces Indiens seront les premiers touchés lors d'accrochages entre l'armée et la guérilla. Ils servent ainsi de protection aux militaires et leur mort dans les affrontements pourra être utilisée pour dresser les populations contre l'opposition armée.

L'infirmier nous confie qu'il existe d'autres villages modèles semblables à Chacaj. Beaucoup restent militarisés — leur accès est donc difficile — et leurs habitants ne survivent qu'avec l'aide plus ou moins régulière des autorités. Le développement de ces pôles de développement a cependant été interrompu, par manque de fonds expliquant les autorités, mais surtout, indique notre guide, grâce à la pression de l'opinion publique internationale sur le gouvernement guatémaltèque. En effet, ces villages se voulaient être officiellement des modèles de développement rural alors qu'il s'agit en fait de parquer les Indiens

C'est ainsi que lorsque l'on demande aux habitants de Chacaj si la répression a diminué depuis l'élection d'un président civil en 1986, ils s'accordent pratiquement tous pour considérer qu'en ce qui les concerne, la situation s'est améliorée, qu'il n'y a plus d'assassinats politiques, plus de violations des droits de l'homme comme au temps des « hommes de la montagne ». Là encore, le travail de propagande de l'armée a fait mouche. De retour à la capitale, un jésuite nous indiquera que si la répression massive et indiscriminée du temps du général Rios Montt a disparu, elle a été remplacée par une autre forme de répression toujours, plus discrète, plus sélective consistant à faire disparaître⁴ ceux qui pourraient devenir des meneurs, ceux qui commencent à s'organiser et pourraient donc représenter un potentiel d'opposition. Couper le blé en herbe... Les crimes politiques sont maquillés en crimes de droit commun, et si les paysans du village sont au courant, ils n'en parlent pas...

LES SANS-PAPIERS

Quel est l'avenir de ceux de Chacaj ? Si l'on peut parler d'avenir à des gens qui gardent à l'esprit les images sanglantes d'un génocide, à des hommes et des femmes qui ont perdu leur famille, leur identité culturelle, leurs racines, leur terre, leur mode de vie, toutes les spécificités des peuples indiens. Ils expliquent eux-mêmes que s'ils avaient encore la volonté de retourner sur leurs lieux d'origine, rebâtir leurs maisons, semer le dieu Maïs à nouveau, recommencer la vie, ils n'en auraient pas les moyens matériels. Leur travail à Chacaj, avec la mission chinoise, leur permet tout juste de survivre, ils ne produisent pas suffisamment pour vendre leurs produits et n'ont donc aucun argent. Et ils n'ont pas non plus de papiers d'identité et n'existent que s'ils restent à Chacaj. De prisonniers, ils sont devenus des réfugiés dans leur propre pays. Leur visage fermé, leurs yeux sans lumière, la tête rentrée dans leurs épaules

voûtées en disent d'ailleurs plus long que le mauvais castillan à travers lequel nous communiquons. Ironie du sort : même pour parler de leur souffrance, il leur faut parler la langue d'un de leurs nombreux colonisateurs.

Nous quittons le village par ce qui pourrait passer pour la rue principale. L'un de nous fait remarquer qu'ils ont tout de même donné des noms de rues aux grandes allées séparant les rangées de maisons. Nous approchant de la pancarte, nous pûmes lire « rue de la Liberté ». Ironie ou espoir ?

Août 1987

1. Voir « Acul avant, Acul après ; l'urbanisme en temps de guerre », *Solidarité Guatemala* n° 35, automne-hiver 1986.
2. « Verdict du Tribunal permanent des peuples; session sur le Guatemala, Madrid, 27-31 janvier 1983 », édition en français : Collectif Guatemala, Paris, 1983.
3. Voir encadré.
4. On estime à plus de quarante mille le nombre de personnes disparues au Guatemala. Voir « Droits de l'homme au Guatemala ; bilan 1986 » par la Commission des droits de l'homme du Guatemala (CDHG), *Solidarité Guatemala* n° 36-37, printemps 1987.

* Les titres et intertitres sont de la rédaction.

Témoignage

« Le soleil se couchait à six heures de l'après-midi. Nous étions les trois dernières familles qui restaient encore et nous nous enfermions alors chez nous avec la crainte que l'on vienne nous tuer à n'importe quel moment de la nuit. On entendait plus que les coyotes hurler. C'était l'époque où les "hommes de la montagne" passaient quasi quotidiennement dans tout le département. C'est ce que disaient les gens que nous connaissions dans d'autres villages.

« Les familles qui fuyaient en direction du Mexique traversaient nécessairement Chacaj et nous conseillaient de les suivre. Cependant, nous ne voulions pas partir de crainte de perdre notre petite maison et tout ce que nous possédions. Ce qui nous a finalement décidés, ce fut d'apprendre qu'un tel et sa famille des environs avaient été assassinés, que les "hommes de la montagne" étaient passés près de chez nous et qu'ils tiraient sur les gens qui allaient travailler. Peu à peu, tous s'enfuirent et, à la fin, nous n'étions plus que trois familles dans nos maisons situées au milieu des champs de maïs.

« Peut-être que la protection que nous offraient les cultures nous empêchait d'avoir peur durant le jour. Mais, lorsque le soleil se couchait, l'obscurité et la terreur gagnaient notre demeure. Dans le lointain, on entendait dans ces nuits sans lune que quelqu'un passait par là en tirant des coups de feu. Parfois, des bruits se rapprochaient, parfois ils s'éloignaient. Mais nous pensions toujours qu'à un moment ils entreraient dans la maison et nous tueraient tous. Comme cela s'était produit avec nos voisins.

« Un jour, la peur a été la plus forte et, au lever du jour, nous primes le chemin des camps de réfugiés de l'autre côté de la frontière. Nous fûmes bien accueillis et les gens prirent soin de nous pendant tout ce temps. Pourquoi nous sommes revenus ? Notre famille nous écrivit en nous racontant que les choses avaient bien changé et qu'il n'y avait plus de raisons d'avoir peur... »

Août 1987. Témoignage recueilli auprès du paysan guatémaltèque Diego Pedro Martin qui a vécu durant cinq années dans le camp de réfugiés Maya Tecun au Campeche. Il habite aujourd'hui le village modèle de Nuevo Chacaj.

PERONIA CIUDAD : LA GRANDE ILLUSION

La mise à profits d'une crise du logement

Occupant les terrains où s'étend le plus grand bidonville de la capitale, les habitants du Mezquital revendiquent depuis plusieurs mois l'accès à l'électricité : « Nous pouvons la payer, mais comme nous ne sommes pas là légalement, l'Etat refuse de nous l'installer, alors nous la volons. »

DOSSIER

Les paroles de Don Julio, représentant le Comité du bidonville, reflètent la situation vue d'un mauvais œil par les instances gouvernementales.

Depuis plus d'un an¹, les aménagements de ce lieu de vie marginal ont été bon train. Et ce, uniquement de par l'énergie et le temps qu'y consacrent ses habitants. Soutenu par quelques organisations non gouvernementales guatémaltèques et internationales², le projet d'adduction et d'écoulement des eaux a pu voir le jour. Aujourd'hui, des dalles recouvrent les buses d'égoûts sur toutes les grandes artères de Mezquital. Des lavoirs à bacs sont régulièrement installés tous les vingt à cinquante mètres, permettant ainsi un accès facile sinon individuel à cet élément essentiel pour la vie qu'est l'eau.

Le droit à l'éducation pour les enfants du bidonville représente l'une de leurs autres revendications. C'est tout juste si le ministère de l'Education nationale mute quelques maîtres d'école, sans se préoccuper des conditions matérielles rocambolesques dans lesquelles ils vont devoir « travailler » avec les enfants : salles sombres, sans tables ni bancs, ni livres ni de quoi écrire. Nous avons pu voir fonctionner quand même deux classes d'âges confondus : enseigner dans un tel cadre relève de « l'art de la pédagogie ».

L'aménagement d'une nouvelle école en dur de plusieurs classes s'avère indispensable. Ce sont de nouveau les habitants du Mezquital qui se sont mis

à la tâche grâce aux matériaux fournis par les mêmes organisations non gouvernementales (ONG) que pour les autres aménagements.

UNE AUTONOMIE QUI DERANGE

Cette façon un peu trop autonome qu'ont les habitants de cette « cité marginale » de prendre en charge leurs problèmes jusqu'à leur résolution n'est pas pour plaire à tout le monde. Les propositions de relogement faites par la Banque de l'habitat (BANVI) sont ainsi parues quelque peu équivoques. Profitant du désarroi provoqué par les glissements de terrains dûs aux pluies d'été, le gouvernement — à travers la BANVI — a mis en place un plan de prêts pour l'habitat. Les habitants du Mezquital peuvent ainsi acquérir des lopins de terre pour trois à cinq mille quetzales³ à Peronia Ciudad. Accrochés au flanc d'une montagne située à l'autre bout de la capitale, les lotissements proposés sont en terrasse, donc comportent les mêmes risques de coulées de boue en cas de grosses pluies. Quant à l'eau et l'électricité, les gens n'auront comme seul avantage que de pouvoir les payer légalement.

Se retrouvant isolés sur leurs lopins, les émigrés du Mezquital se débrouillent pour assurer la construction de leurs maisons ; ainsi retrouve-t-on strictement le même type d'habitat de bric et de broc qu'au bidonville, en moins élaboré car la solidarité et le fonctionnement communautaires ont été brisés par ce déplacement illusoire.

Le transport est également un des problèmes majeurs qui se pose à cette population de vendeurs ambulants et autres « petits boulots » précaires de Guatemala-Ciudad : l'éloignement de Peronia Ciudad (une vingtaine de kilomètres), le prix du bus (vingt-cinq centavos en août alors qu'il était de dix centavos pour circuler en ville) et l'irrégularité des transports qui cessent le trafic tôt dans la soirée.

En fait d'alternative, c'est une affaire commerciale et politique qui s'est jouée avec le départ d'une partie des habitants du Mezquital et donc la division d'une population dont la majorité s'est déplacée suite à la période de répression militaire des années quatre-vingt.

1. Voir « Mesquital, une ville en marge ; les pobladores s'organisent », *Solidarité Guatemala* n°35, automne-hiver 1986.

2. MONAP, Médecins sans frontières.

3. 2 quetzales = 1 dollar US.

DOCUMENTATION
REFUGIES

est édité toutes les trois semaines par le Centre interassociatif francophone d'information et de documentation sur le droit d'asile et les réfugiés (4-6, passage Louis-Philippe, 75 011 Paris). Documentation réfugiés, c'est

aussi un centre de documentation où vous trouverez : un vaste ensemble de coupures de presse sur tous les pays du monde, des publications ayant trait au droit d'asile et aux réfugiés, des renseignements sur les associations soit de réfugiés soit s'occupant des demandeurs d'asile et des réfugiés, des textes juridiques concernant les réfugiés et demandeurs d'asile.

LES UNS DISPARUS, LES AUTRES ISOLÉS

Cerezo joue la montre

Il a toujours été difficile de suivre à partir de l'Europe l'évolution du Groupe d'appui mutuel (GAM), ses actions mais aussi ses réflexions quant à la démocratisation et ce qu'elle peut signifier pour les familles de personnes disparues. La dernière information retentissante dans la presse internationale fut l'occupation en juillet 1987 de l'Assemblée nationale puis son évacuation brutale par la police.

DOSSIER

Propos recueillis
par notre correspondant
Août 1987

Nous avons dû recourir à l'ultime solution pacifique, occuper le Congrès de la République, pour pouvoir enfin rencontrer le président de la République, Vinicio Cerezo. La stratégie gouvernementale consiste aujourd'hui à nous ignorer et à nous déstabiliser : le pouvoir se livre à ce que nous appelons la torture sociale, l'assassinat de personnalités. Cette attitude est effectivement différente de la démarche purement militariste antérieure, et notre tâche n'en est que plus difficile face à un régime qui ne montre pas son vrai visage. Ce dernier a gagné une audience européenne, cependant, sur le plan intérieur, il a négligé la situation nationale et ni le GAM ni les mouvements populaires n'ont reçu de réponse positive à leurs revendications. Que nous soyons divisés, le GAM oublié, ainsi cesserait toute dénonciation...

◆ *Quels changements véritables y a-t-il eu ?*

Pour la neuvième fois, la promesse nous a été faite qu'une commission d'enquête sur les disparus serait constituée fin août, c'est-à-dire dans une semaine : aujourd'hui, nous ne savons toujours rien, si ce n'est que le gouvernement s'oppose clairement à ce que des observateurs internationaux y participent. Nous sommes des gens pacifiques, nous voulons la paix et refusons de nous laisser tromper. Quels changements véritables y a-t-il eu ? Si ce n'est dans l'attitude du gouvernement civil vis-à-vis du pouvoir militaire. La

tentative du pouvoir d'obtenir un appui populaire ayant échoué, celui-ci tente de se rapprocher des acteurs économiques dominants, comme la Chambre du commerce et de l'industrie, en organisant des débats, en distribuant ses faveurs afin d'obtenir leur soutien, tout en expliquant que l'institution militaire n'est plus ce qu'elle était. Aussi sommes nous très pessimistes ; nous craignons également que, si elle est créée, cette commission d'enquête ne serve qu'à réhausser l'image du régime comme défenseur des droits de l'homme. Ainsi, n'ayant toujours pas obtenu de réponse, nous avons besoin de la solidarité internationale pour sortir de cette situation dramatique.

La violence sévit toujours de même que les détentions politiques que le régime assimile à des droits communs. Il existe cependant une délinquance de droit commun qui s'explique par la détérioration de la situation économique. Mais, en voulant tout ramener à cette délinquance, le gouvernement révèle son inefficacité : il ne peut pas éliminer la délinquance de droit commun et encore moins la délinquance politique qu'il engendre. V. Cerezo fait des promesses qu'il sait ne pas pouvoir tenir à cause de ce décret-loi interdisant dès le départ toute action contre l'armée qui bénéficie de l'immunité juridique, certes institutionnelle mais bien réelle.

◆ *Et ici, au Guatemala même, comment faites-vous circuler l'information, connaître vos actions. On sait finalement peu de choses du GAM...*

Les journalistes ne parlent que des événements spectaculaires. L'occupation du Congrès, l'entrevue avec le président de la République ont fait la une et étaient les seuls moyens dont nous disposions ; le système des espaces payants dans la presse et des pots de vin ne nous laissant aucune autre solution. La presse étant un puissant instrument de désinformation, il devient très difficile de diffuser une information réelle si ce n'est à travers une information que l'on pratique soi-même et de façon directe. Nous posons des affiches, nous distribuons des tracts dans la rue, nous nous rassemblons tous les quinze jours devant le Palais national avec des panneaux de dénonciation : c'est la seule façon de toucher la population. Nous éditons également un bulletin gratuit mais qui est seulement diffusé dans les secteurs organisés.

◆ *Vous parliez tout à l'heure de l'isolement du Groupe d'appui mutuel. De quel soutien bénéficiez-vous au plan international ?*

Nous disposons d'un certain appui mais qui est loin d'être idéal dans une période aussi difficile. Nous vivons dans une pseudo démocratie, une démocratie criminelle qui ne diffère en rien de la dictature militaire qui l'a précédée, même si les méthodes sont davantage subtiles. Nombre de gens ont été trompés à l'étranger car, favorables à un gouvernement civil, ils pensent que ce dernier représente un espoir pour le peuple guatémaltèque, et ces mêmes personnes se demandent ce que nous réclamons. La communauté internationale ne sait qui croire. Nous essayons de notre côté de communiquer la vérité et nous finissons par toucher les mouvements organisés mais pas la population elle-même. Quelles informations parviennent aux Européens ?

◆ *En France, le Collectif Guatemala diffuse tant l'information en provenance de l'intérieur que celle du champ diplomatique international. Car, globalement,*

DES FRANÇAIS TEMOIGNENT

c'est ce dernier type d'information qui prime dans l'information diffusée par les médias en Europe.

Le gouvernement a essayé de trouver des arguments forts, comme celui de la neutralité, en particulier à l'égard du gouvernement nicaraguayen. Mais comment peut-on parler de neutralité active lorsqu'un courant idéologique de la gauche sévit à l'université Francisco Marroquin, où sa branche politique tient séminaires et conférences ? On organise le sommet d'Esquipulas alors qu'en fait on ne rêve qu'à l'anéantissement du peuple nicaraguayen. Mais que de bons points pour Vinicio Cerezo, président d'un gouvernement démocratique, neutre, progressiste !

LES ASSASSINS TOUJOURS EN LIBERTE

A cela, nous opposons le fait que la commission d'enquête n'existe toujours pas, que la plupart des assassins sont toujours en liberté, que le décret-loi d'amnistie des militaires contraire à la Constitution et aux intérêts du peuple guatémaltèque est toujours en vigueur. Peut-on toujours parler de démocratie ? Il est vrai que l'on relève certains changements, un certain réformisme, mais qui ne profitent jamais à celui qui en a le plus besoin, le peuple.

◆ *Comment peut-on, dans cette situation, apporter une aide plus concrète, plus efficace au GAM ?*

Nous pensons qu'il faudrait relancer les campagnes de solidarité en faveur du Groupe d'appui mutuel et également la bataille de l'information contre l'armée et en faveur du GAM. Pour cela, nous avons absolument besoin de votre soutien. Nous devons exiger au nom de la communauté internationale et du respect des traités internationaux qui, il est vrai, ne sont jamais totalement appliqués, que le chef de l'Etat tienne sa promesse de former en août la commission d'enquête, car toute promesse doit être tenue, surtout quand il y va de la dignité d'un peuple. Cet aspect est très important pour nous car, en effet, l'armée est en train de lancer une offensive politique et militaire, et cela nécessite que les groupes de solidarité réadaptent leur politique aux nouvelles stratégies qu'elle met en oeuvre. Je pense que nous devons maintenant, en concertation avec la communauté internationale, avancer et marquer des points. La première mesure doit viser à relancer cette bataille de l'information, à développer l'aide publique au GAM et à préparer des affiches. Il ne suffit pas d'écrire au président Cerezo une lettre que, peut-être, il ne lira même pas. Il est essentiel que la population sache que nous sommes soutenus et que le président du gouvernement réalise que le GAM bénéficie d'un soutien réel et concret.

◆ *Dès que nous avons appris l'occupation des bâtiments du Congrès, nous avons prévenu des personnalités, des comités, des associations afin que des courriers de soutien soient envoyés.*

L'envoi de lettres reste indispensable et joue un rôle plus important maintenant qu'elles sont publiées, car cela permet de faire pression sur le gouvernement. Le peuple, ne sachant pas ce qui se passe, ignore tout de l'aide

internationale. Et le régime en tire parti en essayant d'occulter les faits. Si ces lettres sont publiées, la population sera informée et le gouvernement se sentira moins libre.

Il est également très important pour nous d'encourager la venue de personnes solidaires du GAM, comme par exemple des groupes de parlementaires, des diplomates, des membres de groupes de soutien venant dans une optique précise : connaître la situation des droits de l'homme. Ces rencontres doivent être plus fréquentes afin de pousser le gouvernement guatémaltèque à créer la commission d'enquête. Le Guatemala vit vraiment dans un système oppresseur que nous voulons détruire mais, pour ce faire, nous avons besoin de votre aide qui doit être concrète, visible et de votre présence physique.

Ce dont nous avons le plus besoin, ce sont des encarts publicitaires dans la presse centro-américaine afin que tous sachent que nous ne sommes pas isolés, et l'opinion sera ainsi consciente de la pression exercée au niveau international, car les informations transmises par le gouvernement sont très éloignées de la réalité.

L'ENVOI DE LETTRES RESTE INDISPENSABLE

◆ *Lors du rassemblement mensuel devant l'ambassade guatémaltèque à Paris, c'est ce que nous tentons de faire : montrer que nous soutenons les revendications et les plaintes émanant des divers organismes humanitaires et du GAM.*

Oui, la situation s'aggrave car la répression est soutenue par la communauté internationale elle-même : la RFA fournit un appui économique et militaire de même que la France. Beaucoup de gouvernements européens apportent une aide économique et militaire au gouvernement, mais à qui va cette aide ? A la dictature ou au gouvernement mais en aucun cas au peuple guatémaltèque. Le résultat en est une augmentation des assassinats et des enlèvements politiques. Il faut donc reposer le problème de ces aides bilatérales fournies actuellement par différents gouvernements qui ne sont pas moralement responsables de ce qui se passe ensuite au Guatemala.

Informez pour mieux agir

Depuis maintenant deux années, le Collectif Guatemala a établi un nouveau lien entre vous et le Guatemala, entre l'association et ses adhérents. *La lettre à l'adhérent* a pour fonctions :

- d'assurer un suivi de l'actualité guatémaltèque qui permette de mieux comprendre l'évolution politique et sociale à travers ses thèmes les plus préoccupants ;
- de donner à chacun les moyens d'agir selon ses possibilités, suivant les initiatives que prennent les Guatémaltèques eux-mêmes ;
- de faire connaître les campagnes de solidarité engagées en France et en Europe, se rapportant aux événements du Guatemala.

Cette lettre paraît chaque mois et, en tant qu'outil conjoncturel, permet d'étendre le champ de la solidarité. Elle s'adresse à tous ceux qui se sentent directement ou indirectement concernés par la dure réalité que vivent les citoyens guatémaltèques.

* L'adhésion est de 100 francs pour une année.

ETRE ENFANT AU GUATEMALA

Les jeunes générations dans l'après-répression

Durant ces trente dernières années, l'armée a procédé à l'exécution extrajudiciaire d'environ 100 000 Guatémaltèques et en a fait disparaître 40 000 autres. Des villages entiers ont ainsi disparu. Des milliers de familles ont dû quitter leur lieu d'origine, certaines se sont vues contraintes de vivre dans les pôles de développement. Cette répression systématique, plus particulièrement de la population « native » (indienne) qui représente les deux tiers de la population, affecte en conséquence ou directement des enfants.

DOSSIER

B. B.*

Sans entrer dans une description fastidieuse, quelques données sont ici indispensables pour appréhender la situation de l'enfance guatémaltèque.

Entre 125 000 et 200 000 personnes vivent en exil, entre 400 000 et 750 000 ont fui dans les montagnes ou se sont « fondues » dans les bidonvilles de la capitale ; on estime à ce propos que 50 % des déplacés sont des enfants. Par ailleurs, les statistiques gouvernementales comptabilisent 100 000 enfants ayant perdu l'un ou leurs deux parents, tandis que la Conférence épiscopale guatémaltèque en dénombre entre 250 00 et 500 000.

Le contexte économique qui autorise que 2,6 % des propriétaires terriens détiennent la quasi-totalité de la richesse impose la misère pour 80 % de la population. 52 % vit mensuellement avec un revenu inférieur à 250 francs, 28 % entre 250 et 500 francs ; 33 % de la population active n'a pas d'emploi ni de terre. Ce qui n'empêche pas, au contraire, que 32 % de la production du café soit assurée par des enfants.

UNE SITUATION SCANDALEUSE

Mais c'est dans le domaine de la santé que la situation apparaît totalement scandaleuse et ce d'autant que le Guatemala occupant la troisième place mondiale par son taux de mortalité infantile, l'actuel gouvernement démocrate-chrétien ne montre aucune volonté objective de résoudre ce problème.

En moyenne, pour 1 000 naissances, il y a 74 décès, ce chiffre passant à 160 dans l'Altiplano, la plus vaste région où vivent les populations indiennes. 50 % des causes de décès avant l'âge de cinq ans sont dues aux parasites et aux infections intestinales, 17 % aux infections pulmonaires. Une véritable politique de prévention pourrait actuellement enrayer cette mortalité. En effet, pratiquement chaque village est équipé d'un dispensaire, mais consultations et médicaments restent payants et l'ouverture de ces centres n'est pas quotidienne faute de crédits pour payer le personnel soignant. Qu'un enfant meurt dans un village sans avoir jamais reçu de soins d'une infirmière est chose courante.

A ce sujet, à l'occasion du XXII^e Congrès national de médecine, l'Association des médecins et soignants guatémaltèques a annoncé qu'il n'y avait qu'un médecin pour 5 000 habitants. Il faut ajouter que 60 % d'entre eux vivent et travaillent dans la capitale (25 % de la population totale) et que davantage de médecins guatémaltèques sont présents aux Etats-Unis que dans les campagnes guatémaltèques. De sorte qu'on ne peut finalement dénombrer qu'un médecin pour 25 000 habitants dans les zones rurales où vivent 75 % de la population.

Sachant qu'en général les populations indiennes des campagnes n'ont pas accès à l'eau potable ni à l'électricité ni aux facilités sanitaires élémentaires ; ajoutant à cela que 72 % de la population est analphabète — la population « native » atteignant 96 % —, que plus de 1 000 000 de personnes vivent dans des bidonvilles, et qu'une mère indienne de 57 ans a en moyenne donné naissance à 8 enfants en zone rurale et 6 en zone urbaine, on peut se faire une idée des conditions objectives dans lesquelles les enfants guatémaltèques grandissent. Pourtant, les enfants ladinos des « couches moyennes », qui vivent pour la plupart à Guatemala-Ciudad et dans les villes principales, connaissent un sort qui apparaît comme enviable dans un tel contexte : scolarité en collège privé, nourriture et soins médicaux corrects, environnement familial de type occidental. Cette population privilégiée reste bien sûr très minoritaire.

Quelles possibilités ont les enfants « natifs » de traverser ces premières années d'apprentissage de la vie dans des conditions acceptables ? En réalité,



DES FRANÇAIS TEMOIGNENT

très peu. Tous sont confrontés dès l'accouchement à la sélection : 1 % meurent d'emblée, les autres tomberont en tout état de cause malades à un moment ou à un autre. Plus tard, il s'avérera que l'illétrisme global de la population deviendra un obstacle à cet apprentissage lorsque l'enfant aura la possibilité matérielle de fréquenter l'école. Théoriquement, un premier cycle de trois années est proposé gratuitement dans toutes les écoles de village, mais bon nombre d'enfants ne peuvent en profiter, appelés à remplir une tâche nécessaire à l'équilibre économique de leur famille.

Pourtant, les enfants veulent apprendre. La situation est encore plus dramatique pour les adolescents, car la seconde série de trois années de scolarité ne peut s'accomplir que dans les bourgs plus importants, grévant donc le budget des familles, du fait des frais de transport. Souvent, ne poursuivant pas ses études, le jeune homme risque d'être enrôlé de force dans les rangs de l'armée où il subira un entraînement du type de celui montré dans le film *Full Metal Jacket* (S. Kubrick).

Sur le plan psychologique, l'enfant est très rapidement affecté profondément par les difficultés d'existence de ses parents, qui se traduisent notamment par un taux d'alcoolisme élevé, et un nombre important de femmes battues. Si ce n'est la préparation quotidienne de la nourriture et la pratique du culte religieux, rares sont les comportements culturellement structurants. En définitive, les enfants n'ont pas de temps à eux, pas d'énergie et finalement pas le goût de jouer. Ainsi semblent-ils déjà adultes à l'âge de cinq ou six ans. Il est fréquent de voir les petits garçons porter d'énormes charges sur la tête ou cirer les chaussures des « fonctionnaires » de la capitale. Les petites filles, quant à elles, portent le linge au lavoir sur leur tête, un petit frère plus jeune de deux ou trois ans dans le dos.

Dans la capitale, un nombre indéterminé d'enfant vivent nuit et jour dans la rue, solidaires ou en bandes. La plupart sont orphelins mais nombre d'entre eux doivent assurer par la mendicité, le vol ou un petit travail clandestin leur survie. En ville comme à la campagne, les enfants se regroupent autour de la mère, l'une au sein, l'autre accroché dans son dos, d'autres encore dans un carton glissé sous le stand de cigarettes, en pleine ville parfois, et ce du réveil au couché.

Il est aussi des familles désunies. Par l'assassinat du père, par la séparation affective, par le suicide (courant dans les bidonvilles), par la recherche de travail. (Par exemple, le père et ses fils vont à la capitale, la mère, les filles accompagnées des bébés restent travailler le petit lopin de terre. Ils grandiront séparément durant plusieurs mois, voire plusieurs années.

ETRE ADULTE A CINQ ANS

Dans cette misère, peu de larmes ; les enfants ne pleurent quasiment jamais. Et s'ils ont faim, leurs pleurs seront insupportables à la mère. Ainsi, qu'est-ce que la jeunesse pour une fille ? Quelques années : elle aura son premier enfant entre douze et quinze ans.

D'autres ont survécu cachés dans les champs de maïs ou de canne à sucre, dans les forêts, souvent seuls durant plusieurs semaines, fuyant la répression militaire. Après avoir vécu plusieurs mois le ventre balloné par la malnutrition, il arrive qu'ils soient recueillis dans un orphelinat généralement tenu par des religieuses catholiques guatémaltèques et étrangères. (Il faut savoir que les sectes protestantes assurent également ce « service » en liaison avec l'armée

qu'elles fournissent en soldats...) Dans le meilleur des cas, les enfants reviennent à la vie « normale », mangent, vont à l'école du village tous les jours, partagent un univers affectif, jouent. Mais la situation de ces « espaces » reste précaire tant la pression militaire est forte sur les congrégations religieuses. Il ne doit pas apparaître par exemple que les enfants sont orphelins de parents torturés ou assassinés par l'armée.

Mais il est au Guatemala une « aventure » probablement unique au monde. Celle des enfants nés dans les montagnes de parents qui ont fui depuis des années (jusqu'à parfois sept ans) la répression et qui errent plus ou moins en groupes organisés, survivant grâce à des techniques primitives. La plupart de ces enfants meurent, et ceux qui survivront ne connaîtront que la langue et les traces des coutumes de leur groupe. Ces derniers mois, une vaste opération militaire tente de « vider » les montagnes de ces milliers de réfugiés internes. Les adultes et les enfants sont parqués, totalement coupés de la « réalité », dans des villages modèles après une vague visite médicale. Tous, et plus particulièrement les enfants, sont extrêmement malades : lèpre des enfants, tuberculose, parasites.

L'image globale du Guatemala des enfants est celle d'un moyen âge ou plutôt du XIX^e siècle en Europe. Pourtant, les lois nationales et internationales garantissent les droits des enfants, même s'il ne semble pas que la Démocratie chrétienne au pouvoir veuille imposer leur application au Guatemala. Pire



Jeune garçon de quinze ans terminant son tour de vigilance, qui a duré vingt-quatre heures.

encore, les enquêtes sur le scandale des ventes d'enfants par adoption ou le trafic d'organes d'enfants n'aboutissent à aucune inculpation. Dans ce contexte alarmant, la pression internationale reste très faible, les démocraties européennes étant avant tout soucieuses de soutenir la Démocratie chrétienne guatémaltèque. En revanche, les organisations non gouvernementales opèrent un travail de fourmi, alors qu'armée et polices le font en mammoth. Mais la jeunesse est-elle prête à accepter cet avenir de misère et d'absence de libertés ? Que deviendront demain ces bandes de jeunes très violentes qui sévissent dans les bidonvilles et que l'on dit manipulées par « l'oligarchie » ?

** Les titres et intertitres sont de la rédaction.*

DÉMOCRATIES NATIONALES ET COMMUNICATION INTERNATIONALE

CERIGUA défend une information alternative

L'accès à l'information dépend de quelques agences de presse internationales tels l'Agence France-press ou l'agence Reuter. Face à ces monopoles qui détiennent tout pouvoir sur ce que vous lisez dans vos journaux, ce que vous écoutez à la radio ou encore à la télévision, des agences de presse aux moyens évidemment plus modestes tentent de donner une vision alternative du Guatemala ; ces dernières existent depuis les années quatre-vingt ; CERIGUA est apparue en 1984 et a effectué au dernier trimestre 1987 une visite en Europe pour exposer ses projets.

◆ *Du fait que le monde des agences de presse est peu connu car très spécialisé, il n'est pas évident d'imaginer l'une d'entre elles effectuant une tournée en Europe. Peut-on résumer les différents éléments de cette démarche ?*

Jusqu'à aujourd'hui, l'agence de presse CERIGUA ne possédait aucune structure de soutien en Europe. Après un premier sondage, nous avons reçu une réponse solidaire de tous les comités.

Cette tournée de CERIGUA en Europe s'est construite autour de trois objectifs. Le premier était bien sûr de prendre des contacts avec nos collègues européens qui réalisent un travail d'information sur l'Amérique latine et le Guatemala. Pour cela, nous avons rencontré des personnalités et des organisations syndicales de journalistes. Le deuxième consistait à rencontrer des partis politiques, le troisième les organisations non gouvernementales afin de connaître les produits de l'agence et obtenir des moyens de financement.

Notre travail d'information sur le Guatemala, outre qu'il fournit des éléments d'informations nécessaires pour l'analyse de la situation dans le pays, permet surtout aux acteurs sans voix de pouvoir s'exprimer et ainsi de montrer la vision non officielle du Guatemala. Cette optique de restituer fidèlement la

réalité guatémaltèque a bien été comprise par nos interlocuteurs européens, et en ce sens les objectifs généraux assignés à cette tournée ont été atteints.

L'INFORMATION DANS SON ENVIRONNEMENT

◆ *Quelle est aujourd'hui la structure de l'agence ?*

Actuellement, nous travaillons avec une direction du projet à Mexico, un centre de rédaction à Managua où se trouve également le centre de documentation et la banque de données de l'agence, trois correspondances — à Mexico, La Havane et au Costa Rica — et des collaborateurs dans environ quatorze pays. L'implantation à Mexico de la direction du projet se justifie par son environnement qui permet de s'insérer dans les milieux professionnels et de faire connaître le projet de l'agence. Ainsi siège par exemple à Mexico la plus importante association des correspondants étrangers de tout le sous-continent. La localisation à Managua — au Nicaragua — du centre de rédaction et de l'essentiel de notre infrastructure est notamment due aux moindres coûts qu'elle nous procure par rapport aux autres pays.

Chaque jour, une réunion de rédaction détermine le sujet de trois à cinq notes quotidiennes qu'élabore CERIGUA qui sont ensuite transmises par télex à nos correspondants et à l'intérieur du Guatemala. Le centre de documentation, à Managua, nous permet de nourrir notre projet journalistique qui est centré sur la production systématique d'une information contextualisée.

◆ *Comment définissez-vous votre travail d'information ?*

En Amérique latine, ce sont les autres qui ont toujours décidé quelle information devait être publiée ; que ce soit en Amérique latine même où les agences des Etats-Unis sont dominantes ou sur l'Amérique latine dans le reste du monde. Nous pensons quant à nous qu'une information en correspondance avec les intérêts du peuple guatémaltèque fait défaut aujourd'hui.

Ainsi, par exemple, les communiqués du syndicat paysan Comité d'unité paysanne (CUC) ne passaient jamais auparavant à l'extérieur ni à l'intérieur. En les publiant, CERIGUA les a portés à la connaissance d'un public plus large et a également permis à la presse écrite de donner ces informations au Guatemala. Il en est de même pour les informations émises par les réfugiés, par l'Eglise guatémaltèque en exil (IGE) ou par l'opposition armée sur ses actions politiques et militaires.

Lors de la tournée du président guatémaltèque en Europe, CERIGUA a souvent occupé la première page de *Prensa Libre* au Guatemala. C'est une preuve de la reconnaissance par les médias du travail que réalise l'agence. Et l'on revient de loin ; car, au départ, CERIGUA était accusée d'être l'agence de la subversion quand nos télex n'étaient pas simplement assimilés aux télex des organisations de la guérilla. Nos services sont de plus en plus appréciés comme nous avons pu le voir lors de la publication d'un travail comparatif des présidences de Arevalo, Mendez Montenegro et Vinicio Cerezo, trois civils ayant occupé la présidence entre 1964 et 1987. Dans ces cas, l'information est envoyée au Guatemala au président, aux ministres, aux députés et aux moyens d'information.

DES FRANÇAIS TÉMOIGNENT

Pour produire une information quotidienne et contextualisée conforme à nos objectifs, nous privilégions cinq axes informatifs qui sont les droits de l'homme, le syndicalisme et l'ensemble du mouvement populaire, le mouvement politico-militaire, la politique internationale et seulement certains aspects de politique intérieure.

UN PROJET DE REGROUPEMENT EN AMERIQUE CENTRALE

◆ *Dans le domaine de l'information, il existe plusieurs publications : CERIGUA, AGEN-SIAG récemment présente au Guatemala, "Noticias de Guatemala" et Enfoprensa. Comment se fait-il qu'aucun projet commun d'information alternative n'ait pu voir le jour ?*

En fait, ils ne sont pas tous comparables dans le sens où leurs projets respectifs sont différents dès la conception. Ainsi *Noticias de Guatemala* est une revue mensuelle qui se consacre prioritairement aux sujets touchant les mouvements populaires, paysans, les comités de bidonvilles, les communautés en résistance. Enfoprensa se définit quant à elle comme agence de presse « complémentaire ». Quant à CERIGUA, elle a pour projet de produire une information alternative. Certes, pour ces trois moyens d'information, l'objectif est le même : servir de relais à l'expression des secteurs populaires guatémaltèques en butte à la censure interne et à la désinformation externe.

D'ailleurs, un processus de coordination existe déjà entre les deux agences et la revue. Et CERIGUA est actuellement porteuse d'une proposition qui irait au-delà du rapprochement par la mise en place d'une infrastructure commune. Dans le même ordre d'idées, nous sommes favorables à la création d'un pool d'agences centro-américaines qui outre les agences guatémaltèques rassemblerait Sal-Press au Salvador, Hondu-Press au Honduras et Agencia Nueva Nicaragua. Cela permettrait au Centro-Américains de s'inscrire positivement dans la construction du Nouvel Ordre international de l'information ; perspective dans laquelle s'inscrit parfaitement CERIGUA. Toutefois, des problèmes d'administration et de ressources n'ont jusqu'à maintenant pu être résolus pour dépasser la coordination déjà existante.

◆ *SIAG nous a dit avoir accepté un compromis avec le gouvernement pour pouvoir travailler au Guatemala même. CERIGUA envisage-t-elle de mener la même démarche ?*

Il convient tout d'abord de rappeler que sur trois cents journalistes travaillant au Guatemala, quarante-neuf furent assassinés, vingt-trois sont disparus et plus de soixante sont en exil. Compte tenu de l'ampleur de la répression, CERIGUA ne peut avoir de correspondant officiel au Guatemala sauf en acceptant l'autocensure actuellement pratiquée.

Récemment encore, des journalistes ont été assassinés. Pour éliminer cette menace permanente sur la liberté de la presse inscrite dans la Constitution, il faudrait démanteler les structures répressives au travers d'un accord avec le gouvernement et l'institution militaire. Car quand nous avons posé la question au président Cerezo, il nous a répondu ne pouvoir garantir la vie de personne. Dans ces conditions, CERIGUA continuera de travailler de manière non ouverte au Guatemala.

LE HANDICAP FRANÇAIS

◆ *Une dernière question : dans le panorama européen, comment se situe la France quant à l'accès à l'information provenant du Guatemala ?*

En France, le rôle et l'importance de l'Agence France-press (AFP) en fait un pays à part. Sans y voir de lien direct mais d'après les enseignements que nous avons pu tirer de cette tournée dans plus de dix pays d'Europe de l'Ouest, il faut souligner que c'est également le pays européen où l'information sur le Guatemala passe le moins bien.

Le Nouvel Ordre international de l'information

CERIGUA, dans l'entretien qu'elle nous a accordé, se réfère explicitement au Nouvel Ordre international de l'information (NOII). Cet organisme a vu le jour à Alger en 1973 lors du IV^e Sommet des pays non-alignés. Au même titre que les résolutions conduisant au Nouvel Ordre économique international (NOEI), il faisait partie du programme d'action pour la coopération économique adopté par les pays non-alignés.

Le NOII comportait trois éléments principaux :

- a) *des échanges accrus entre les pays du tiers monde afin de construire une solidarité ;*
- b) *la transmission du message sur la nécessité d'un NOEI aux publics et dirigeants des pays développés ;*
- c) *la réforme des structures monopolistiques de la communication internationale.*

La revendication pour le NOII se renforcera et s'autonomisera du NOEI lors de la conférence suivante à Colombo en 1976, qui affirme qu'« un nouvel ordre international dans le champ de l'information et de la communication de masse est aussi vital qu'un nouvel ordre économique international ». Cet accent mis sur la communication de masse va entraîner la réaction des médias occidentaux contre ce qu'ils considèrent comme une agression. Et les propositions des Non-Alignés au sein de l'UNESCO vont rencontrer une forte opposition, notamment de l'administration Reagan. Cette dernière l'élargira d'ailleurs aux institutions multilatérales dans leur ensemble. (Les États-Unis iront jusqu'à retirer tout financement à l'UNESCO, suivis par la grande-Bretagne et Singapour.)

Concrètement, certains progrès ont été réalisés dont la création du Pool des agences de presse, complété en 1985 par la création d'un système d'échanges d'informations économiques (Eko-pool) lors de la réunion du Comité de coordination du pool des agences de presse à Belgrade. Ainsi le Mouvement des non-alignés a-t-il plutôt réorienté son action vers la création de réseaux d'information spécialisés accroissant la capacité de négociation de ses membres. Toutefois, aujourd'hui, tout le monde reconnaît que le problème central reste le contrôle des systèmes de communication par les États eux-mêmes. Dès lors, le véritable enjeu réside dans le contournement des structures institutionnelles par la création d'agences de presse indépendantes des États. Certaines agences telles que IPS et l'Agence de presse des Caraïbes et bien sûr CERIGUA s'inscrivent dans cette perspective.

DU DROIT À L'ÉDUCATION

Tenterait-on de contrôler l'enseignement ?

ACTUALITE

Le gouvernement fait actuellement face à une situation difficile, des mouvements populaires revendicatifs surgissent et l'Association du corps enseignant guatémaltèque (AMG) vient de dénoncer l'action intimidatrice à laquelle le ministère de l'Intérieur, dirigé par J. J. Rodil Peralta soumet les enseignants de l'intérieur du pays, via l'action des maires et des gouverneurs départementaux.

CDHG
(Commission des droits de l'homme du Guatemala)

Dans le « Bulletin de presse » publié le 8 avril 1987 dans le journal *El Grafico*, l'AMG déclare que les maires et conseillers municipaux exigent des instituteurs qu'ils leur rendent des comptes et leur donnent le détail de leurs activités afin d'en rapporter eux-mêmes au gouverneur qui, à son tour, le transmet au ministère de l'Intérieur ; or, il faut rappeler que le ministre, comme il a souvent été dit, fut à l'initiative des tribunaux de « droit spécial ».

Pour l'organisation des enseignants, cette attitude du gouvernement constitue une exaction psychologique dont la finalité est de les terroriser et de les empêcher de s'organiser. Le Syndicat des travailleurs de l'éducation (STEG) a déclaré que le ministère du Travail

entrave la reconnaissance de son identité de personne juridique, et a indiqué que d'après une information qui lui est parvenue, le dossier aurait été classé pour éviter que le syndicat n'obtienne de résultat. L'enseignement est un corps qui se caractérise par sa volonté de défendre ses droits de façon organisée, c'est pourquoi il a été durement frappé par la répression.

L'accusation portée par l'AMG est quasiment passée inaperçue, bien qu'elle montre que l'on tente de contrôler les enseignants ; car s'il ne s'agissait que d'un contrôle scolaire au niveau de l'enseignement, ce serait en toute logique le ministère de l'Éducation qui l'exigerait, à travers les inspecteurs, et non pas le ministère de l'Intérieur, à travers les mai-

res et les gouverneurs qui ne sont pas compétents pour juger en matière d'enseignement. Pour prévenir l'accusation de l'AMG, le ministre de l'Education, Eduardo Meyer Maldonado, a déclaré que « *les inspecteurs sont responsables des divers problèmes qui affectent l'enseignement au Guatemala* » bien que cela entre en contradiction avec ce qu'il affirmait quelques mois auparavant, indiquant que 2 300 000 enfants n'étaient pas scolarisés, que 73 % désertent les cours, que 75 % des enfants scolarisés arrivent en classe l'estomac vide et que 80 % sont plus ou moins sous-alimentés ; la situation de l'enseignement n'est donc pas le fait particulier des enseignants ou des inspecteurs.

Il semble que le décret 979-86 étant resté sans effet, décret, selon l'Association nationale des enseignants de l'enseignement moyen (ANEEM), que « *le gouvernement prétend utiliser les enseignants pour destituer les inspecteurs au lieu d'en assurer la responsabilité* », d'autres mécanismes ont été mis en place pour contrôler les instituteurs. On est vraiment en droit de se demander ce que cherchait réellement le décret et pourquoi, après son abrogation, il a été annoncé que ce serait le ministère de l'Intérieur qui recevrait les dossiers sur les enseignants.

L'opinion publique nationale et la communauté internationale ne doivent pas oublier que dans le domaine de l'administration civile, de nombreuses violations des droits de l'homme des enseignants ont été perpétrées : exécutions extrajudiciaires, enlèvements et autres :

☆ Edgar Antonio Monterroso Reyer, professeur à l'Institut Martinez Dura, exécuté extrajudiciairement le 21 janvier 1986.

☆ Noe Alfredo Jimenez ; son cadavre comportait de l'acide corrosif sur le cuir chevelu, exécuté extrajudiciai-

rement le 28 février 1986.

☆ Gustavo Azmitia, inspecteur technique, exécuté extrajudiciairement le 20 mars 1986.

☆ Dionisia Matar, cruellement torturée, exécutée extrajudiciairement le 29 mars 1986.

☆ Tomas Ac Bom, professeur, conseiller indien kekchi et promoteur social, exécuté extrajudiciairement le 7 mai 1986.

☆ Abraham Reyes Lopez, professeur de l'INVO Chiquimula, exécuté extrajudiciairement le 6 juin 1986.

☆ Blas Cano Castillo et Hector René Soto Garrido, tous deux exécutés extrajudiciairement le 21 juillet 1986.

☆ Pedro Mendoza, instituteur en école primaire, exécuté extrajudiciairement à El Quiché, le 19 août 1986.

☆ Byron Efrain Salazar, enlevée-disparue depuis le 22 juillet 1986.

☆ Milda Dinora Martinez Salazar, enlevée-disparue par des membres de l'intelligence militaire de l'armée (G2) à Jutiapa, le 3 novembre 1986, et libérée d'un centre de rétention de la police grâce à la forte pression internationale exercée par des organisations humanitaires le 6 du même mois.

☆ Maria Luisa Recinos Sotoj, exécutée extrajudiciairement le 26 novembre 1986.

☆ Gustavo Adolfo Chavez Marmol, exécuté extrajudiciairement le 15 décembre 1986.

☆ Amalia Santizo Rivera, enlevée-disparue le 11 novembre 1986.

☆ Marco Antonio Garcia Chon, exécuté extrajudiciairement le 9 janvier 1987.

☆ Alma America Carrido, exécutée extrajudiciairement le 17 janvier 1987.

☆ Alirio Villeda et Lidia Magdalena de Villeda, tous deux instituteurs, gravement blessés par un officier de l'armée et des envoyés militaires ; fait dénoncé par l'Association des ensei-

gnants organisés du sud de El Peten et survenu le 17 mars 1987.

Si, comme nous l'a annoncé le président Cerezo le 19 mars 1987, le Programme de réorganisation sociale (qui contient neuf projets dont l'objectif est de consolider la démocratie et un chapitre « Education minimale ») s'engage à réorganiser l'ensemble du système éducatif, avec pour finalité que 80 % des scolarisés obtiennent le troisième degré de primaire, il devrait éviter que certaines actions intimidatrices à l'égard des enseignants aient lieu, et interve-

nir. Pour vraiment consolider la démocratie, il faut générer les infrastructures nécessaires à l'éducation, en créant des postes d'enseignants (qui ne sont que quelques milliers pour couvrir l'ensemble des besoins du pays), en construisant des bâtiments scolaires, il faut développer des plans d'éducation avancés et adaptés au milieu guatémateque, favoriser la formation technique et non technique des enseignants et non un contrôle coercitif de leurs activités, créer une politique salariale visant à améliorer leur niveau de vie, et respecter la libre circulation et le droit à la vie.

IL MANQUE UN

HEBDO A GAUCHE

créez avec nous un journal qui :

- témoigne des faits ;
- affirme ses valeurs ;
- encourage les débats.

Avec vous. Sinon rien.

Politis

LE CITOYEN

DESIGNÉ PAR L'ONU

Un expert des droits de l'homme pour le Guatemala

ACTUALITE

Conformément à la décision prise le 21 mars 1987, le secrétaire général de l'ONU a désigné comme expert monsieur Hector Gross Espiell qui a pris ses fonctions au mois de septembre. Il a été le représentant de l'Uruguay devant les Nations unies et le directeur exécutif de l'Institut interaméricain des droits de l'homme. Voici les conclusions de son rapport.

« Les conclusions générales qu'il y a lieu de tirer de l'étude de la situation des droits de l'homme au Guatemala, du cadre juridique interne et international existant pour la reconnaissance, la protection et la garantie de ces droits ainsi que de la réalité actuelle en ce qui concerne leur respect sont consignées aux paragraphes 19 à 40 du présent rapport. Ces conclusions peuvent être résumées comme suit :

« Il est indéniable que l'on a développé des dispositions juridiques tendant à reconnaître, à garantir et à protéger les droits de l'homme au Guatemala.

« La ferme volonté politique du gouvernement pour assurer le respect de ces droits est certaine. Il n'est pas

possible de mettre en doute ses efforts dans ce sens.

« Le gouvernement et le pouvoir judiciaire n'ont cependant pu faire grand chose pour enquêter sur les violations antérieures des droits de l'homme et châtier les coupables.

« Il subsiste encore d'importants obstacles de fait qui entravent considérablement tout processus d'amélioration réelle de la situation des droits de l'homme dans le pays.

« Les violations des droits de l'homme civils et politiques, notamment des assassinats et des disparitions, se poursuivent. Ces agissements ne résultent pas d'une politique ou d'ordres gouvernementaux, mais sont malheureusement le fait d'autres centres de pouvoir et tiennent à la persistance d'un climat de

violence qui échappe encore au contrôle effectif du gouvernement.

« La situation du respect des droits économiques, sociaux et culturels présente encore de sérieuses lacunes.

« La situation des communautés autochtones constitue encore un problème capital. La discrimination et l'exploitation dont font traditionnellement l'objet ces communautés sont une source constante de violations des droits de l'homme. Le gouvernement a conscience de ce défi et une étude et une planification complète de la question dans ses aspects politiques, économiques, sociaux et culturels sont en cours d'élaboration et d'application.

« La situation des réfugiés et leur rapatriement soulèvent de graves problèmes quant aux droits des inté-

ressés. Le gouvernement a abordé cette question avec détermination et bonne volonté et adopté à cet égard une approche digne d'éloge.

« D'une manière générale, on ne peut nier que, malgré la persistance d'éléments négatifs, la situation s'est améliorée.

« On peut espérer la consolidation et le renforcement du processus de démocratisation et qu'en l'absence de bouleversements institutionnels, ce processus d'amélioration pourra se poursuivre.

« Outre la volonté politique et l'esprit d'initiative essentiel dont le peuple guatémaltèque et ses autorités librement et démocratiquement élues doivent essentiellement faire preuve, ces objectifs appellent la poursuite d'une assistance et d'un appui international. »



L'URNG DURCIT SES CRITIQUES

Après deux années de gouvernement démocrate-chrétien

Dans un message marquant son sixième anniversaire, le 6 février dernier, l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque dresse un bilan des deux années écoulées de présidence de Vinicio Cerezo. Elle y constate le rôle subalterne du gouvernement démocrate-chrétien dans le programme contre-insurrectionnel conçu par l'armée guatémaltèque.

ACTUALITÉ

Tout d'abord, le gouvernement donne priorité à l'aspect monétaire de sa politique économique, favorisant de la sorte les couches dominantes de la société déjà avantagées par le marché noir de devises en dollars et la spéculation sur la dévaluation du quetzal. Cependant que la corruption se développe, les prix des produits de première nécessité ne cessent d'augmenter alors que les salaires stagnent au même niveau qu'au début de la décennie, ce qui entraîne la paupérisation des classes moyennes et populaires.

Par ailleurs, l'apport massif de devises en dollars n'est pas dû à un essor économique mais au flux considérable de sommes empruntées notamment aux Etats-Unis, la répartition des capitaux demeurant inexistante.

Le pays continue ainsi de s'endetter.

En soutien aux projets contre-insurrectionnels, le gouvernement applique une réforme fiscale n'affectant pas les intérêts des classes dominantes. Les programmes dérisoires proposés par V. Cerezo concernent essentiellement les zones de conflit ; ils visent à neutraliser la population civile et viennent en complément à la présence militaire en zone rurale, et ce afin de contenir l'avancée du mouvement révolutionnaire.

UN REGIME CIVIL MILITARISE

Tout en régentant et incitant le gouvernement démocrate-chrétien à

la contre-insurrection, l'armée guatémaltèque entend jouer son rôle sur le plan politique et donc conserver sa place en tant que parti gouvernemental. Consciente de la faiblesse des partis, la hiérarchie militaire, qui a perdu son prérogatives étatiques, cherche, à l'instar du patronat, à devenir l'axe de la société. Ainsi, la chambre patronale, le CACIF, qui mène une guerre d'usure à l'égard de l'actuel régime, ne s'est pas aligné sur ce projet bien que celui-ci ne l'ait pas affecté jusqu'à présent.

La Démocratie chrétienne, quant à elle, tout comme l'armée et le CACIF, tente de manipuler le peuple guatémaltèque : tout d'abord en s'opposant à la réforme fiscale, puis en pratiquant la lutte contre la subversion et, enfin, en usant de l'image démocratique comme principe de gestion. A cet égard, la Démocratie chrétienne concentre ses efforts sur la limitation du mouvement syndical cependant qu'elle approuve les mesures répressives requises par le projet contre-insurrectionnel mis en œuvre par les institutions étatiques et paramilitaires. Toutefois, les manifestations de mécontentement se généralisent. Et il paraît évident que, malgré sa rhétorique populiste, Vinicio Cerezo a renforcé le pouvoir militaire au cours de ces deux années.

Ainsi, les atteintes aux droits de l'homme ne cessent de se multiplier, même si le gouvernement tente de les déguiser en délits de droit commun. Dans le même temps, profitant d'une conjoncture internationale favorable, l'armée lance de grandes offensives dans les zones de guerre. Toutefois, l'échec de l'offensive de la fin de l'année 1987 propice à compenser l'échec politique des conversations de Madrid commence à engendrer de profondes répercussions au sein de l'institution militaire. Ces six derniers mois ont été marqués par

des épurations, des détentions et des exils diplomatiques visant à sauvegarder l'unité de l'institution militaire. Et l'actuelle clique militaire commandée par le général Gramajo se voit confrontée à de constantes conspirations tandis que, sous l'actuelle administration, le renforcement de l'armée et des effectifs des forces armées bat son plein.

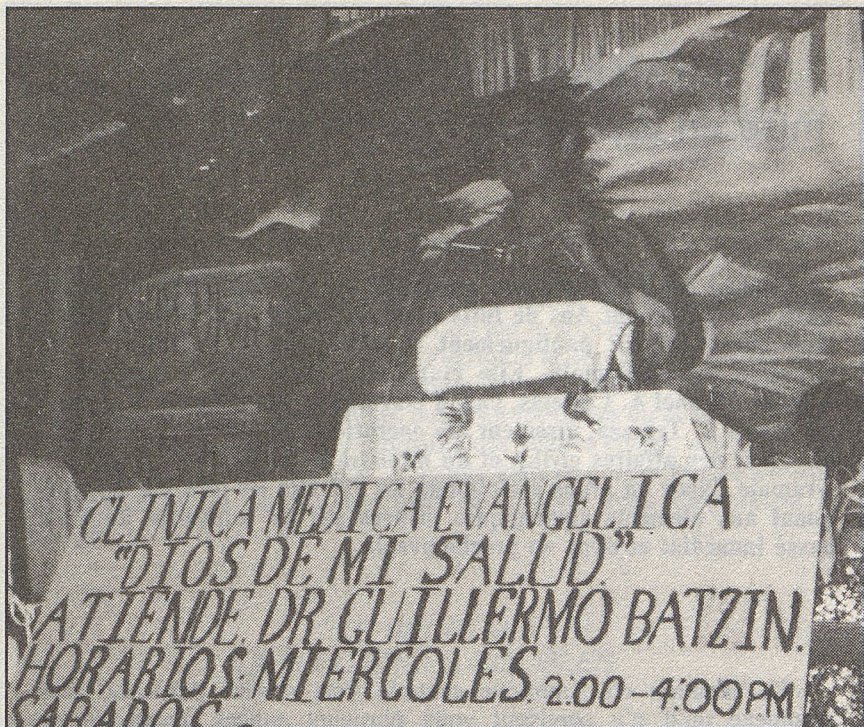
POLITIQUE INTERNATIONALE ET DIALOGUE NATIONAL

Sur le plan international, il était escompté que la politique du gouvernement de V. Cerezo diffère de celle pratiquée par les régimes militaires qui l'ont précédé. Le fait qu'il soit



Le « prédicateur » est aussi le responsable du Club 700, à Guatemala-Ciudad, organisme qui centralise les dons et fournitures des évangélistes de l'Amérique du nord.

soumis aux décisions de l'armée relatives aux conflits interne et centro-américain a limité son rôle en tant que facteur démocratique ; c'est aussi



Le teniente à la tribune, prêchant.

pour cette raison qu'il n'a pas respecté les accords d'Esquipulas II. Ce qui explique également sa position vis-à-vis du rapport de la Commission internationale de vérification et de suivi (CIVS) et son alignement croissant sur les positions adoptées par les autres gouvernements de l'isthme pour que soient exercées des pressions sur le Nicaragua.

Pour sa part, l'URNG considère que les propositions émises par elle depuis 1987 témoignent de sa volonté de dialoguer avec le gouvernement afin de trouver les solutions indispensables aux problèmes structureaux du Guatemala. Elle a de ce point de vue lancé un appel aux secteurs populaires et démocratiques en vue d'une recherche commune pour l'établissement d'une véritable

démocratie et regrette que l'armée et le gouvernement démocrate-chrétien aient rompu unilatéralement les conversations entamées à Madrid en octobre 1987.

Sur le terrain, la campagne militaire entreprise dans le cadre de « l'offensive de fin d'année » a fourni à l'URNG l'occasion d'infliger à l'armée une importante défaite dont le solde s'élève à 1400 pertes (blessés inclus). Pour finir, la radio Voz popular émet sans interruption depuis maintenant dix mois et, malgré les efforts du haut commandement militaire visant à la réduire au silence, l'URNG a réitéré à travers les ondes sa volonté de rechercher des solutions politiques au conflit interne que vit le Guatemala depuis vingt-six ans.

La stratégie de l'action sociale mise en œuvre par l'armée au Guatemala

Le Conseil des entrepreneurs organisait le 12 août 1987 un forum intitulé « Vingt-sept Ans de lutte pour la liberté » où l'armée guatémaltèque exprimait publiquement et officiellement sa vision de la situation du Guatemala. Elle était représentée par le général de brigade Manuel A. Callejas, chef d'état-major, des colonels d'infanterie Mario R. Terraza, directeur des opérations, et Mario R. Enriquez, directeur des affaires civiles et du ministre de la Défense, le général Gramajo. Nous en avons sélectionné les extraits les plus significatifs quant aux éléments stratégiques utilisés par les militaires dans un passé immédiat et dans un proche avenir.

« La situation en Amérique centrale s'est révélée beaucoup plus complexe qu'il n'y paraissait voilà plusieurs années. Beaucoup de problèmes qu'affronte la région ne peuvent se résoudre finalement du fait de leur caractère structurel et contradictoire. Ainsi ils peuvent être liés aux décisions prises par les grandes puissances soit, dans d'autres cas, par certaines couches sociales ne réalisant pas la nécessité de minimiser les causes qui ont donné lieu au bouillon de culture (la situation sociale) responsable de la situation actuelle. (...)

« Début 1982, les groupes armés contrôlaient plusieurs centaines de milliers d'habitants dans les zones rurales, le régime souffrait d'un isolement international grandissant et, de plus, l'action de certains intérêts économiques puissants contribuait à approfondir la crise au Guatemala. (...)

IMMATURITE ET SOUS-DEVELOPPEMENT

« Après ce constat d'immatunité politique des secteurs dominants guatémaltèques, l'armée se résolut à reprendre les affaires en main par le coup d'Etat de mars 1982. Les actions engagées par l'armée du Guatemala consistèrent alors à concevoir et appliquer immédiatement des plans stratégiques pour 1982 et l'année suivante, en intégrant les dimensions politiques, économiques, psycho-sociales et militaires. Ces plans, dont la dénomination reflète clairement l'objectif principal, furent les suivants : Victoire 82, Fermeté 83, Retour institutionnel 84, Stabilité

nationale 85, Consolidation nationale 86, et les plans actuellement en vigueur. Parallèlement, le programme d'assistance en zones en conflit connu sous le nom de Aliments contre travail se mit en place, les patrouilles civiles furent créées ainsi que les pôles de développement. (...)

« Mais le plus important fut de parvenir à constituer sur le terrain des bases idéologiques et philosophiques de nos principes de doctrine militaire. C'est ainsi que fut totalement révisé le but des programmes d'action civique et opérée sa substitution par le concept d'affaires civiles. On arrivait à la conclusion que la doctrine d'action civique n'était plus applicable chez nous de par sa dimension paternaliste. En mettant en oeuvre les nombreux programmes basés sur les thèses du développement intégral et participatif dans le domaine des affaires civiles, une nouvelle situation naissait dans laquelle le peuple était le propre artisan de son développement et pouvait exprimer ses besoins réels directement à l'armée. (...)

LE RECOURS AUX SCIENCES SOCIALES

« Il nous reste encore à atteindre un niveau de compréhension totale de toutes les strates sociales afin qu'elles participent à l'effort entrepris, car le terrorisme s'alimente principalement du sous-développement, de la misère et de la pauvreté. (...)

« Le travail des unités des affaires civiles se fonde sur les principes scientifiques et doctrinaires de l'anthropologie, de la sociologie, et les sciences sociales doivent nous permettre de mieux comprendre le monde indigène. (...)

« L'armée développe une stratégie intégrée au sein de la stratégie nationale qui consiste à renforcer l'armée dans toute la République pour y maintenir la paix et administrer efficacement les ressources que l'Etat lui alloue. Pour cela, nous avons entrepris de réviser notre philosophie de l'éducation s'appliquant à l'ensemble du champ de la formation militaire. (...)

Enfin, la conclusion est laissée à l'actuel ministre de la Défense dont le cœur de l'intervention réside dans trois affirmations : le Guatemala connaît aujourd'hui sa troisième opportunité historique d'avoir un président civil qui partage et exerce ses responsabilités ; la politique doit être la continuation de la guerre (inversion de la célèbre citation de Clausewitz) ; il convient de reconnaître la dette sociale laissée aux Guatémaltèques au cours de ces dernières années.

LITTÉRATURES

DE L'AMÉRIQUE LATINE

Le retour des monstres

Il fut un temps où les littératures de l'Amérique latine conquièrent un public international large. Alors, faire un tri entre la critique intelligente et les stratégies de *marketing* destinées au marché des biens symboliques, entre la mauvaise foi et l'incompétence, était complexe. Surenchérir sur cette discussion, à présent, c'est livrer une bataille d'arrière-garde. Sans confondre l'attention des spécialistes avec celle du grand public, ni celle-ci avec la découverte passionnée, il est indéniable l'intérêt que les pays comme la France portent à nos littératures. L'une de ses conséquences en est la révision périodique de quelques monstres sacrés. Il a été question, récemment, de Juan Rulfo et de Juan Carlos Onetti.

Jose MEJIA

Les Français qui ne lisent pas l'espagnol peuvent retrouver dans le commerce *le Llano en flammes*, la collection de nouvelles du Mexicain Juan Rulfo, épuisée il y a longtemps du catalogue de Denoël et reprise par la maison Maurice Nadeau (traductions de Michèle Lévi-Provençal), Edouard Ruiz et Jean-Claude Masson). Rulfo, le conteur, vient combler de la sorte un vide qui ne laisse pas de surprendre. Et pourtant, cette discrétion (si l'on peut dire) n'est pas une absurdité.

Avoir une centaine de lecteurs est bien plus difficile que d'en avoir cent mille, Valéry *dixit*. L'inexistence d'une mode Rulfo n'a jamais fait obstacle à la fureur Rulfo. Qui d'ailleurs pourrait aspirer à une justice sociale sur ce terrain et, encore

moins, la trouver dans des données statistiques ?

Le Llano en flammes, avec le roman *Pedro Páramo* (Gallimard, 1979 ; 1959 pour la première édition française), constitue l'ensemble de l'œuvre de cet écrivain. Leur parution en espagnol (1953 pour *El Llano* et 1955 pour *PP*) remonte à l'époque où Rulfo gagnait sa vie comme inspecteur des services de migration, après avoir été voyageur de commerce et comptable. Arrivé à la célébrité, à trente-sept ans, il ne publiera plus rien jusqu'à sa mort (janvier 1986). Il parla dans quelques entretiens d'un autre roman en cours, *La Cordillera*, dont personne ne vit une ligne. On raconte qu'une riche fondation proposa à sa veuve d'acheter à grand prix le droit de

publier cet ouvrage posthume et de mettre la main sur tous ses papiers disponibles. On n'a pas retrouvé une seule trace de quoi que ce soit !

Cette anecdote le révèle nature. Nous nous imaginons très bien le souci qu'il dut mettre à effacer toute trace, par respect pour son intimité. Son mépris de la publicité faisait partie de sa légende, qui l'accablait. Cette contradiction n'était pas que symbolique. Il est très vraisemblable que le roman inachevé ait été abandonné et repris maintes fois. Il est impensable que Rulfo ait menti à ce propos. L'insatisfaction esthétique, se mêlant à l'angoisse existentielle paralysante, est bien plus crédible. Rulfo, en tout cas, n'a pas payé d'une imitation de son style les séductions de la gloire, comme il arrive tant de fois sur ce terrain instable de la création.

Pedro Páramo fut, rappelez-vous, le premier mirage dans le temps que connut la narration en langue espagnole. Dans les années cinquante, seulement Carpentier (*Guerre du temps*, également chez Gallimard) s'aventurait, lui aussi, sur la voie expérimentale dans ce domaine. Par dessus le marché, Rulfo refusa l'exclusion réciproque entre récit d'auteur et récit de personnage qui avait été la norme jusqu'alors. Aussi, pour la première fois dans la tradition des lettres espagnoles, ces modalités se partagèrent-elles, dans *Pedro Páramo*, un même espace narratif.

Ces révolutions se soutiennent mutuellement. L'histoire de Juan Preciado, celle du village fantôme, racontée par le héros, se dissout dans l'histoire de Pedro Páramo, celle des souvenirs en personne, racontée par le narrateur impersonnel. Ceci semble d'autant plus logique que le pre-

mier meurt lors de son retour au paradis plus l'enfer de ses origines. Plutôt qu'à deux parties entremêlées, on a affaire à deux plans d'une même réalité (irréalité).

L'austérité du langage va de pair avec la force du drame. Susana est à l'agonie. Susana meurt. Susana est de nouveau à l'agonie. Le passé ne passe pas, il n'est pas derrière, mais à l'intérieur du présent qui tourne sans fin. Rien n'égale cette vision où font alliance la mort et l'éternité ! On peut très bien concevoir une majeure complexité technique, susceptible de multiplier les effets de multiplication ! Elle ne saurait être si obsédante hors de ce motif tragique !

On ne pourrait imaginer un autre fable plus cohérente avec un peuple qui fait du culte des morts son expression la plus chère. Car ce solitaire poussa jusqu'au bout, dans son œuvre, la manifestation d'une identité collective. Vous ne trouverez pourtant rien de plus éloigné de l'image conventionnelle d'un Mexique voué à la consommation du tourisme que ses fictions. Ses contes, autant que le roman, font de la poésie, à partir des formes du parler populaire. Rulfo, vous souvenez-vous ? ne décrit jamais ses personnages, il ne commente jamais non plus ses situations. Il lui suffit de donner la parole aux « damnés de la terre » pour trouver son style à la fois unique et enraciné dans le mystère de son pays.



Deux des chefs-d'œuvre de Juan Carlos Onetti ont été repris récemment par Gallimard : *Juntacadáveres* (1964) et *la Vida Breve* (1950). Les traducteurs de ces nouvelles sont

Albert Bensoussan, pour la première, *Ramasse-Vioques*, et Alice Gaspar (responsable de la traduction antérieure, Stock, 1971) et C. Couffon pour *la Vie brève*.

Sur Onetti (comme sur Rulfo), la critique a dit à peu près tout et souvent n'importe quoi. Le terrain reste vierge (il le restera toujours) et la tentation d'y revenir est grande. Ses personnages ne sont pas, comme ceux du Mexicain, des paysans misérables, mais des rats de ville, tracassés par l'angoisse. Grâce à l'art de l'écrivain, ils atteignent, non moins que les personnages de Juan Rulfo, le niveau du mythe. Aussi, de même que Rulfo, Onetti pousse l'expérimentation à la limite. Son goût du morbide, mieux, sa descente aux enfers de la condition humaine trouve dans l'aventure de l'imagination d'une part, et dans la poésie de l'expression, d'autre part, ses moyens les plus efficaces. Considérons uniquement un aspect de sa démarche hallucinante.

La représentation au deuxième (ou énième) niveau est devenue, de nos jours, un lieu commun, banalisé par la mode. On a de quoi s'étonner devant la portée qu'Onetti avait déjà donnée à ces jeux de miroir dès *la Vie brève* (1950 ! insistons).

Brausen, le personnage-narrateur, souvenez-vous, raconte au début une histoire où lui-même se trouve être le héros. Ensuite, il se met à inventer une autre histoire, celle de Diaz Grey. Cette différence d'une histoire à l'autre concernant leurs degrés de réalité est bientôt mise en cause. L'histoire (supposée) inventée devient aussi importante que l'histoire (supposée) vraie. Un jeu subtil d'écart et de rapprochements s'établit, jusqu'à ce que Brausen, qui mène aussi une vie secrète dans son

propre niveau de réalité, beaucoup plus malade que celle d'inventer des fictions, décide de s'échapper vers le monde de son invention, après s'être impliqué, sans raisons apparentes, dans le crime d'un autre.

A la fin du roman, le monde de Diaz Grey et celui de Brausen fusionnent entièrement, mais Brausen disparaît. Ceci est d'autant plus cohérent que Diaz Grey, traité jusqu'à ce moment à la troisième personne grammaticale, s'empare de la première, lorsque son créateur n'y est plus. Brausen, dirait-on, complète le processus de s'incarner, comme le Verbe Divin, dans le monde de sa création. Farce, en même temps que cauchemar, cette fin pourrait bien évoquer, chez un lecteur contemporain, le démentiel *Ubick*, de Philippe Dick, qui lui est postérieur de tant d'années.

On se demande comment la fantaisie effrénée d'Onetti peut coexister avec son réalisme sordide. Car cet écrivain est, nul doute, un réaliste et même un sale réaliste ! Ses mirages de représentation visent, nous semble-t-il, à montrer la fiction comme un parasite de l'être, totalement monstrueux. Son œuvre tout entière se laisse regarder sous cet angle car Diaz Grey, comme on sait, deviendra, après *la Vie brève*, l'axe de la saga de Santa Maria dont *Ramasse-Vioques* est un des épisodes les plus saisissants, *le Chantier* (Stock, 1967, trad. Lorde Bataillon) restant, pour notre goût, le meilleur.

Revenir aux enfers implique de retrouver, dans un procédé qui fait aujourd'hui recette, le sens d'une découverte qui se faisait dans l'inconnu. Le lieu commun devient, ainsi, le moins commun des lieux.

Le père

Juan RULFO

Mon père était un homme bon.

Il a vécu à cette époque où tout était mauvais. Où l'on ne pouvait faire de projets pour le lendemain, car le lendemain était incertain et le jour même n'était pas encore terminé. Rudes temps que ceux-là : on ne voyait ni le ciel ni la terre ; on ne voyait ni s'il y avait du soleil ni si le vent venait du nord ou du sud. Tout allait mal pour le monde. Mais mon père était un homme bon et croyait à la vie.

On l'a tué un matin à l'aube, mais il n'a pas eu conscience de sa mort ni du pourquoi. La vie s'est terminée pour lui. Son existence a continué pour les autres et, peu à peu, le monde s'est tranquilisé, renouvelé : l'eau de la pluie, enfin, était visible, elle distraignait les hommes et leur rendait la conscience de l'espérance.

Mon père est mort par un matin obscur, sans lueur aucune, dans les ténèbres. On l'a enveloppé dans un linceul comme on l'aurait fait pour n'importe quel homme et on l'a enseveli comme on le fait avec tous les hommes. On nous a dit :

— Votre père est mort à l'heure du réveil, quand les choses ne font pas mal ; quand naissent les enfants, quand on exécute les condamnés. A l'heure du sommeil, quand on est à mi-chemin du rêve au sein des rêves inutiles, mais supportables, fatidiques, mais nécessaires.

— Votre père est mort.

Je rêvais que je tenais un cerf dans les bras. Un cerf endormi, petit comme un oiseau sans ailes, tiède comme un cœur tranquille et palpitant, mais endormi.

— Il s'en est allé.

A cette heure de l'aube ni sombre, tellement sans couleur, sans la moindre couleur. Où tout est si lointain.

Et j'ai dû pleurer, et presser le cœur pour en libérer le jus. Le forcer jusqu'au sanglot. Ce cœur qui rêve presque endormi, le frapper avec le marteau de la peine et lui faire sentir sa douleur.

Je l'ai fait, seulement pour pleurer. Pour ne pas gémir en silence.

« Le cerf est mort. Il n'y a qu'un animal mort entre tes bras. »

Laissez-moi continuer mon rêve. Tout le reste est mensonge. Nul ne peut mourir quand on dort.

— Il est déjà trois heures du matin et nous avons ramené ton père. Il a été assassiné. Cette nuit. Cette nuit. Quelle nuit ? Ma vie ne compte pas une seule nuit. Elle n'est pas sombre. La vie toujours vit la journée. Que dis-tu donc ?

— Qu'il est trois heures du matin. Lève-toi. Ton père est ici, couché. On l'a tué cette nuit.

— Qui ? Tu parles de mon père ! Il ne peut mourir. Nul ne peut rien contre lui. La justice tuerait la terre entière. Elle dessécherait les mains et rendrait la vie inutile aux hommes. C'est lui qui nous a donné la vie et si nous sentons qu'il fait jour, c'est par lui, et si nous sentons que la vie existe, c'est par lui. Il ne peut mourir.

— On l'a tué.

— Quand ? A quelle heure !

Je n'ai donc rien senti, et le monde l'aurait senti.

— Cette nuit. Lève-toi. On vient le voir.

— Tu mens.

— On l'entertera aujourd'hui après-midi.

— On n'entertera personne. Mon père ne peut être un mort. Il mourra après nous. Sa vie n'est pas faite de misères comme la nôtre, ni de ruines comme la nôtre...

— Tu ne vas pas le voir ! Lève-toi et viens le voir avant que n'arrivent ceux qui l'ont aimé, qui l'ont connu.

— Mon père n'est pas mort. Tu me hais. Tu es venu me réveiller parce que tu me hais. Laisse-moi terminer ma nuit.

— Comme tu voudras, mais dans l'après-midi on l'entertera.

— Eteins la lumière. Eteins cette lumière et va-t-en. Pourquoi ris-tu si tu dis que mon père est mort ? Va-t-en. J'ai près de moi un petit cerf endormi. Ne le réveille pas. Je sais qui tu es. Je sais que seul le démon se lève à l'aube pour effrayer ceux qui dorment. Il n'est pas mort, c'est pur mensonge. Va-t-en ! Et mon sanglot s'est fait eau comme le sang. Et quand j'ai entendu,

là-bas, au loin, pleurer ma mère, mon sang s'est fait comme l'eau.

« LA DÉFAITE DE LA PENSÉE »

Ou la défaite d'une culture

CULTURE

Le livre écrit par Alain Finkielkraut intitulé « la Défaite de la pensée » a été un succès de librairie au printemps 1987. Parmi les différents débats qu'il a suscités, peu ont, à notre connaissance, porté sur l'essentiel de l'ouvrage, la critique du tiers-mondisme. Comme si dans ce qui subsiste d'intelligentsia de gauche, sa thèse ne prêtait plus à contestation.

P. M.

Bien que A. Finkielkraut l'intègre dans un corpus philosophique plus vaste, il reprend à son compte le diagnostic exposé par Pascal Bruckner dans *les Sanglots de l'homme blanc* selon lequel le tiers-mondisme correspond chez les Occidentaux à une volonté d'expiation née du colonialisme culpabilisant. L'auteur de *la Défaite de la pensée*¹ pousse le raisonnement plus loin.

Tout d'abord, il identifie le combat idéologique entre la philosophie des Lumières et le romantisme allemand, soit entre l'universalisme et le particularisme régional avec celui entre valeurs occidentales et identité culturelle des peuples colonisés. Muni de cette analogie, il arrive à l'équation suivante : la résistance à la colonisation s'est réalisée en défense

de l'identité culturelle des peuples colonisés qui s'est transformée après l'indépendance en négation de l'individu et en Etat à parti unique. Bref, l'émancipation des peuples opprimés conduit au totalitarisme. Après cet exposé bien rédigé aux conclusions hallucinantes, il étend sa démonstration aux populations jeunes dans leurs revendications du respect des identités culturelles différentes présentes sur le sol français.

La thèse de Finkielkraut apparaît redoutable. Le seul défaut est qu'elle repose sur un certain nombre de postulats non développés dans l'ouvrage qui s'avèrent invérifiés. En clair, son livre n'est que la partie visible de l'iceberg. Il convient alors d'explicitier la partie immergée.

Claude Julien note très justement sur quels postulats repose la valeur universelle de la culture européenne identifiée à la pensée scientifique : « *Le retour à l'eurocentrisme pose en axiome que l'Occident a gardé la maîtrise de son progrès scientifique qui serait tout entier au service d'un nouvel humanisme.* » Or, rien de plus erroné car « *Les véritables maîtres de la science, Etat ou entreprise, qui financent la recherche, décident de ses orientations et de ses applications, se soucient du bonheur des hommes comme d'une guigne. Leur seul objectif est d'accroître leurs profits et leurs pouvoirs* ». Mais en faisant référence au pouvoir, Claude Julien a déjà quitté la planète de A. Finkielkraut. Ainsi la nation apparaît comme une sorte d'ectoplasme sans contenu et sans rapports de forces. La raison réside dans celui qui fait figure de grand absent, de l'ouvrage, nous avons nommé l'Etat qui, dans le cas européen, est « naturellement » associé à la nation. C'est particulièrement notable quand il plonge aux sources de l'universalisme et affirme par la même occasion son penchant libéral : « *Un marché mondial est en train de naître qui mettrait fin au repli des nations sur elles-mêmes.* » Or, comment philosopher sur la décolonisation sans mentionner la création d'Etats dont les premiers pouvoirs sont militaires et qui s'exercent sur un territoire délimité par des frontières issues de la colonisation. Rassemblant plusieurs nationalités dans une définition de facture occidentale, l'Etat né de la décolonisation dépend avant tout d'un processus de légitimation externe et non interne. Et c'est bien le problème que les nouveaux Etats vont rencontrer et tenter de résoudre par la priorité donnée au développement. Dès lors, le tour de passe-passe majeur réside dans la transformation du respect de cultures différentes en cultures équivalentes.

Or, ce qui est équivalent, c'est la forme étatique qui recouvre aujourd'hui la planète entière et non des cultures qui ont avant tout été façonnées par l'histoire ; et qui de plus n'est pas toujours passée par une lutte pour l'indépendance. En fait, A. Finkielkraut n'envisage pas d'autres types d'Etats que les Etats-nations de type européen. De là, il associe sinon identifie élections, libertés individuelles et état de droit en opposition avec identité culturelle (vue sous forme fusionnelle), liberté collective et totalitarisme, même s'il ne l'écrit pas dans son livre.

Inserée à l'ouvrage impressionniste récemment publié par Jean Ziegler³, la thèse de A. Finkielkraut serait une tentative de reconstruire une machine de guerre idéologique qui réunifierait le monde sous la bannière occidentale d'un certain libéralisme. Car l'auteur suisse rappelle opportunément que dans l'histoire européenne récente, la suprématie idéologique a précédé et en quelque sorte justifié les guerres coloniales qui unifièrent le monde entre le XV^e et le XIX^e siècle. N'est-il pas significatif à ce propos que l'universalité laïque des droits de l'homme qui peut, à juste titre, être considérée comme un des acquis de la Révolution française, fut élaborée alors que l'on niait à tout non-Blanc le droit d'être un homme. Comme quoi les raccourcis historiques de A. Finkielkraut peuvent conduire à des aberrations.

A la différence de A. Finkielkraut, J. Ziegler, même si parfois de façon trop confidentielle, voyage, raconte, défend d'autres modes de vie, de pensée, d'être, tout en soutenant leur modernisation. Les multiples exemples dont il rend compte soulignent le passage d'une phase, somme toute récente, de décolonisation généralisée à celle d'une multipolarisation croissante des forces mondiales en

jeu. Les luttes en Amérique centrale et plus particulièrement le régime sandiniste dans son affrontement avec la puissance nord-américaine malgré sa disproportion en constituent un des indices majeurs. Dans ce cadre, les stratégies d'alliances et de compromis ont vu leur champ de possibilités se développer nettement. Cette multipolarisation conduit à une décentralisation-diversification des relations internationales, que ce soit au niveau des acteurs — États, régions, communes, organisations non gouvernementales dont les comités de solidarité — ou au niveau des zones et des champs de coopération. Ces nouveaux réseaux conformant la réalité internationale dont font partie les populations immigrées

permettent de nouveaux rapports de forces de s'instituer et débouchent sur des négociations qui devront conduire tôt ou tard les États à négocier certaines de leurs prérogatives.

Nous sommes bien loin du combat d'arrière-garde que livre A. Finkielkraut qui plonge ses racines dans l'antitiers-mondisme triomphant de la sauvagerie des autres. Toutefois, faisons attention à l'éclosion de ce nouveau type de mandarin.

1. Alain Finkielkraut, *la Défaite de la pensée*, Gallimard, Paris, 1987.
2. Claude Julien, « Des politiques malades de leur culture », *le Monde diplomatique*, juin 1987.
3. Jean Ziegler, *la Victoire des vaincus*, éd. Seuil, Paris, 1988.

ABONNEZ-VOUS A

solidarité
guatemala

NOM. PRENOM

ADRESSE

.....

CODE POSTAL. LOCALITE

désire recevoir durant un an
la revue « Solidarité Guatemala »

- Abonnement annuel : 70 francs
- Abonnement de soutien : 100 francs

Retournez ce bulletin à :
Collectif Guatemala, 67, rue du Théâtre, 75015 Paris.

CONSEIL DE REDACTION

Maurice BARTH
Victor de la FUENTE
Jesus GARCIA-RUIZ
Michaël LOWY
Jose MEJIA
Rigoberta MENCHU
Raoul MOLINA
Roger ROUQUETTE
Philippe TEXIER

COMITE DE REDACTION

Lysiane JAMAIN
Diego RODRIGUEZ
Paulette BOINOT
Philippe MORVAN
Charlotte DABADIE
Hugues CAYZAC
Laurette FARGES
Benjamin THOMAS
Laure VANEL

Réalisation

Hugues CAYZAC
Laure VANEL

Directeur de publication

Hugues CAYZAC

Commission paritaire :
65 146

**SOLIDARITE
GUATEMALA**
est éditée par le
**COLLECTIF
GUATEMALA**
— Association loi 1901 —
67, rue du Théâtre
75015 Paris
Tél : 45 79 67 57
(le jeudi à partir de 19 h)

Impression :
Rotographie Montreuil

Diffusion :
Chiron Diffusion
40, rue de Seine
75006 Paris

Abonnement annuel : 70 F
Abonnement de soutien :
100 F

Tout article de
Solidarité Guatemala peut être
cité, reproduit tout en
indiquant, en geste solidaire,
sa source. Merci.

Aller au Guatemala, observer, questionner, sentir, ressentir, témoigner, agir, écrire, une séquence vécue par nombre de personnes qui ont voulu aller sur place se rendre compte.

Le Guatemala a réintégré la communauté des nations. Il rend ainsi possible un travail d'investigation capable de mieux qualifier et nourrir une solidarité active en Europe. Car la réalité guatémaltèque ne s'est aucunement transformée, la différence consistant en la possibilité retrouvée de demander justice même si celle-ci n'est jamais rendue, de retrouver une liberté d'expression et d'organisation sans lesquelles la démocratie même décrétée perdrait tout contenu. Un des indicateurs significatifs de la réalité démocratique d'un pays réside dans sa presse et au-delà du contrôle qu'exerce l'Etat sur les réseaux de communication.

Face à un monopole tentaculaire apparaissent des outils d'information alternatifs, essentiellement des agences de presse qui, basées à l'extérieur, ont permis dans le cas de Siag-Press, CERIGUA et Enfoprensa, de contourner le blocus intérieur imposé par l'armée durant les années de plomb (1982-1986). Parmi les agences de presse citées, les choix ont été différents. Et, signe d'une certaine libéralisation, un nouvel hebdomadaire non directement issu du pouvoir a vu le jour (« La Epoca »). Par contre, Enfoprensa, CERIGUA et les publications de la Commission des droits de l'homme restent interdites.

Dans ce contexte, aller au Guatemala (et en Amérique centrale), c'est participer à l'ouverture internationale croissante de ce pays, mais c'est surtout contourner le blocus de l'information que subissent ses populations et qui permet aux militaires d'agir en toute impunité depuis déjà trente-quatre ans.

Photo : Paulette Boinot

Conception et réalisation de la couverture : Guillaume Thierry